

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Unité
ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1735 – 19 octobre 2001 – prix : 9F

Afghanistan

**Bush, Blair,
Jospin, Chirac,
mènent la
guerre contre
les peuples**

Dans les entreprises :

**Hôpitaux, Banque de France, Bata,
AZF Toulouse, Philips, Moulinex...**

(pages 7, 12 à 14)



Leur société

- 4 - Budget 2002: Jospin cajole le patronat aux frais de la Sécu
- Loi de «modernisation sociale», des mesurées sans portée
- 5 - Mamère, Chirac, Jospin... gesticulations de campagne
- Privatisation de la SFP
 - À propos de «Comment en finir avec le communisme» sur Arte...
- 6 - Toulouse: pour les actionnaires de Total, une catastrophe insignifiante
- 7 - Toulouse: la situation plus de trois semaines après l'explosion
- 16 - Budget: petite prime pour l'emploi et grosse prime pour les patrons
- Les assureurs assurent... leurs profits
 - Nos lecteurs écrivent

Tribune

- 6 - «L'environnement économique de Ben Laden»

Dans le monde

- 8/9 - L'Afghanistan et l'intervention américaine
- 10/11 - Argentine: aux élections, victoire des Péronistes et succès de l'extrême gauche
- L'Argentine dans la crise
 - Les pays pauvres malades du capitalisme

Dans les entreprises

- 12 - Après le dépôt de bilan de Bata-Moussey
- Licenciements à Lannion
- 13 - L'application des 35 heures dans les hôpitaux publics
- La Poste - Lyon: employés en grève
 - Sept intérimaires font valoir leurs droits à Citroën - Aulnay
- 14 - Luites et mobilisations à la Banque de France de Clermont-Ferrand, Moulinex à Caen et à Philips Le Mans
- Locataires en colère à Creil (Oise)

Lire et voir

- 15 - Chroniques du bidonville de Monique Hervo
- Une drôle de justice de Sylvie Thénault
 - Chaos, un film de Coline Serreau

Après la journée du 16 octobre

PRÉPARER LA RIPOSTE NÉCESSAIRE DES TRAVAILLEURS

Mardi 16 octobre, la CGT, la CGC, FO et la CFTC appelaient à une journée d'action dans le public et le privé. Les revendications mises en avant portaient sur l'augmentation des salaires, le régime et la revalorisation des retraites, la précarité et la défense de l'emploi ainsi que l'amélioration de la protection sociale. Cette journée aura surtout été marquée par des perturbations à la SNCF, à la RATP et dans les transports urbains de province. Quant aux manifestations organisées à Paris, Marseille et quelques grandes villes, elles n'ont rassemblé que quelques milliers de manifestants.

Si une riposte des salariés est plus que jamais nécessaire, l'initiative du 16 octobre a donc eu peu d'écho. Mais à qui la faute? Certes, dans les médias, les commentateurs toujours prompts à dénoncer les grèves et les revendications des salariés se sont largement étendus sur le fait que «cette journée était inopportune», que «le moment était mal choisi, vu le contexte international». Comme si du fait de la guerre menée en Afghanistan et de la conjoncture internationale, les travailleurs devaient taire leurs problèmes.

Pourtant, les patrons comme le gouvernement, eux, ne se gênent pas. Bien au contraire, comme à Moulinex, les groupes industriels profitent de la situa-

tion pour amplifier leurs attaques contre les salariés, pour multiplier les plans de licenciement, introduire plus de précarité et de flexibilité dans le travail, bloquer les salaires et aggraver les conditions de travail.

Quant au gouvernement, il multiplie les subventions et les aides au patronat, mais prétend ne pas avoir les moyens d'embaucher le personnel nécessaire au bon fonctionnement des services publics ni pour augmenter les salaires.

Ainsi, pour les salariés du public comme pour ceux du

privé, les raisons ne manquent pas d'exprimer leur colère. L'appel à une journée d'action était donc plus que légitime. Encore aurait-il fallu que les centrales syndicales concernées manifestent une réelle volonté d'assurer le succès de cette initiative. Or durant la préparation du 16 octobre, c'est bien souvent le contraire qui est apparu. La mobilisation fut tardive et les propositions d'action - quand il y en a eu - ne furent ni précises ni largement répercutées. A tel point que deux jours avant, bon nombre de militants

ignoraient encore si leur syndicat appelait ou non à un débrayage, à une journée de grève ou à une manifestation.

Ce n'est pas comme cela que l'on pourra redonner confiance aux travailleurs et aux militants dans leurs capacités de mobilisation et de lutte. Pourtant, il faudra bien qu'ils entrent en lutte tous ensemble pour faire entendre leurs revendications et inverser le rapport de force avec le patronat et ses complices du gouvernement.

Roger MEYNIER

LE PCF EST POUR LA PAIX... DANS SES RELATIONS AVEC LE PS

Pendant des semaines, le PCF a réclamé une discussion et un vote à l'Assemblée nationale sur l'engagement de la France dans la guerre, comme cela avait été fait en janvier 1991 par le gouvernement Rocard, lors de la guerre du Golfe. Jospin vient d'écarter pour l'instant tout vote en la matière. Après le 11 septembre, il s'était pourtant prononcé lui-même pour une «consultation» des députés. Mais il faut croire que les deux alliés de la gauche plurielle diffèrent sur l'interprétation à donner au sens de ce mot. Pour Jospin, il suffit de bavarder sur le sujet, un point c'est tout.

Le PCF ne s'est pas ému particulièrement de ce refus. Bien au contraire, il a tenu à faire bonne figure à Jospin lors de sa venue à l'Assemblée nationale. A cette occasion, ses députés ont insisté sur les

convergences qui existent entre le PCF et le PS. Les deux alliés du gouvernement ont fait un bout de chemin en direction l'un de l'autre. Le Premier ministre a déclaré: «Si la situation s'orientait vers un engrenage que nous ne jugerions pas souhaitable, je ne me prêterais pas à cet engrenage». En écho, Alain Bocquet, le président du groupe communiste, s'est interrogé ingénument: (les bombardements massifs) «ne risquent-ils pas d'amplifier les tensions en engageant le monde dans une escalade dangereuse?»

Avec ce langage convenu, on a bien du mal à voir les différences entre les uns et les autres.

Ainsi, le PCF juge «parfaitement légitime dans son principe» la riposte américaine. Il aimerait simplement qu'elle s'effectue sous l'égide de

l'ONU, que les bombardements ne fassent pas de victimes civiles ni n'entraînent de risques d'escalade dans la région. Autant demander du lait à un bouc. Par ailleurs en insistant sur la priorité de la lutte contre le terrorisme, y compris depuis que les bombardements sur l'Afghanistan ont commencé, les dirigeants du PCF en font oublier le rôle des puissances impérialistes, et de la première d'entre elles, qui sont la vraie cause du terrorisme.

Face à de telles prises de position qui légitiment en fait l'intervention américaine, les autres interrogations du PCF ne pèsent pas lourd. Elles n'apparaissent que comme des réserves de pure forme auxquelles le PS peut d'autant plus s'associer qu'elles ne lui coûtent rien.

Michel ROCCO

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (Trotskyste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de *Lutte Ouvrière*, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

http://www.lutte-ouvriere.org e-mail: journal@lutte-ouvriere.org

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél 01 44 83 08 93 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage: 12 800 exemplaires. Composition: [Et Associés]. Impression: Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE!

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à: Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1 000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé: tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM:
 PRÉNOM:
 ADRESSE:
 CODE POSTAL et VILLE:
 COMPLÉMENT D'ADRESSE:
 Je m'abonne à: **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de:
 (rayer la mention inutile).
 Ci-joint la somme de:
 Règlement:
 - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
 - par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Éditorial des bulletins
d'entreprise du 15 octobre 2001

Bush, Blair, Jospin, Chirac mènent la guerre

CONTRE LES PEUPLES ET CONTRE LES TRAVAILLEURS

Il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour constater que les bombardements à jet continu des villes afghanes par l'aviation anglo-américaine tuaient et blessaient des femmes, des enfants, des vieillards, bien plus qu'ils ne réussissaient à traquer les taliban et les sbires de Ben Laden. Les images de ces familles qui ne savent même plus où se réfugier témoignent de la terreur que ces bombardements ont répandue dans la population civile afghane, qui pourtant n'est pour rien dans les attentats commis contre d'autres civils aux Etats-Unis. Ce sont d'ailleurs ces mêmes civils afghans qui ont eu à subir les méthodes moyenâgeuses de ces taliban que les dirigeants américains avaient soutenus et mis en place.

Va-t-on nous refaire le coup de la guerre du Golfe, destinée, nous disait-on à l'époque, à chasser le dictateur irakien Saddam Hussein ? Aujourd'hui, dix ans plus tard, le dictateur est toujours en place, mais un million de civils irakiens sont morts, des centaines de milliers sont restés infirmes des suites de cette guerre. Et d'autres continuent à mourir quotidiennement, faute de médicaments, faute de nourriture, à cause du blocus qu'imposent encore les grandes puissances à ce pays.

N'y a-t-il pas de quoi être écoeuré et indigné par les discours des Bush, Blair et de leurs comparses ici, en France,

Chirac, Jospin ? Ils prétendent prendre la tête d'une croisade en faveur de la démocratie, eux qui se sont appuyés sur les taliban, eux qui ont soutenu, mis en place, ou laissé s'installer des dizaines de dictatures, comme celles qui sévissent encore au Pakistan, en Arabie Saoudite et dans bien d'autres pays du monde. Ils ont l'indécence de se présenter, maintenant, comme des champions des droits des femmes afghanes qu'ils prétendent vouloir libérer... en commençant par les bombarder, elles et leurs familles !

Les discours des Bush, Blair, Chirac, Jospin ne sont pas destinés à convaincre la population afghane, ni la population des pays dont la majorité vit dans la pauvreté la plus extrême. Ces peuples, pillés et exploités au profit de quelques dizaines de grands trusts industriels et financiers qui dominent le monde, savent que les grandes puissances d'Occident protègent un ordre mondial injuste, cause principale de leur misère et de leur oppression. Nul besoin d'aller chercher plus loin pour comprendre la haine que ces peuples vouent aux représentants de ces puissances impérialistes, comme à tout ce qui semble les représenter. C'est cette haine qu'un Ben Laden essaie de capter et de canaliser vers des actions terroristes abjectes et des objectifs réactionnaires. Les frappes anglo-américaines ne peuvent d'aucune façon contri-

buer à éradiquer le terrorisme, ni même à en affaiblir les manifestations, comme le prétendent ceux qui commandent ces frappes. C'est même tout le contraire. Car, en accroissant le fossé de sang entre peuples, elles alimentent un peu plus encore une haine qui peut donner lieu à de nouvelles vocations de terroristes prêts à s'enrôler derrière n'importe quel démagogue réactionnaire.

Mais, en réalité, les discours de Bush, Blair, Chirac, Jospin sont destinés à nous, travailleurs. Ces bons apôtres essayent de nous entraîner dans leur croisade contre les peuples et, du même coup, de nous faire oublier qu'ils sont les valets de nos exploiters ici en France, comme ils le sont en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis. Ils voudraient utiliser la situation pour escamoter les problèmes qui restent au cœur des préoccupations du monde du travail, à commencer par les licenciements qui n'ont pas connu de trêve, loin s'en faut, après le 11 septembre. Car pendant que l'on nous vante les prouesses des missiles occidentaux, on ne parle presque plus des tristes exploits des capitalistes qui n'arrêtent pas leurs « frappes » contre les emplois, à Moulinex, Philips, AOM, Alcatel. Et combien d'autres encore ?

Refusons ce piège !

Arlette LAGUILLER

RÉUNIONS PUBLIQUES AVEC ARLETTE LAGUILLER

RENNES

Judi 18 octobre
à 20 h 30
Salle de la Cité
(rue Saint-Louis)

LILLE

Lundi 29 octobre
à 20 h
Salle du Gymnase
Place Sébastopol

LE MANS

Vendredi 9 novembre
à 20 h 30
Palais des Congrès et
de la Culture
Rue d'Arcole

DOLE

Mercredi 14 novembre
à 20 h
Salle des Fêtes

CHAMBÉRY

Samedi 17 novembre
à 18 h
Salle Jean-Renoir
50 rue Nicolas-Parent
(derrière la poste)

NANTES

Judi 22 novembre
à 20 h 30
Salle de la Manu
10 bis boulevard de
Stalingrad

TOURS

Vendredi 19 octobre
à 20 h 30
Salle polyvalente des
Halles
(Place Gaston-Pailhou)

BORDEAUX

Mercredi 7 novembre
à 20 h 30
Athénée Municipal
Place Saint-Christoly

BESANÇON

Mardi 13 novembre
à 20 h 30
Petit Kursaal
(derrière le théâtre)

VILLEURBANNE

Vendredi 16 novembre
à 20 h
Espace Tête d'Or
103 boulevard
Stalingrad

DUNKERQUE

Mardi 20 novembre
à 20 h
Salle du Petit Kursaal

MARSEILLE

Lundi 26 novembre
à 19 h 30
Château des fleurs
16, boulevard Michelet
Métro Rond-Point du
Prado

Budget
2002

JOSPIN CAJOLE LE PATRONAT AUX FRAIS DE LA SÉCU

Le gouvernement vient de présenter son budget pour l'année à venir, projet qui va ensuite devant le Parlement pour y être adopté. Bien sûr, le projet présenté l'est toujours de telle façon que n'apparaissent pas trop les priorités réelles du gouvernement, c'est-à-dire les couches sociales qu'il choisit de faire profiter de l'argent de l'Etat, et celles qui en sont privées, quand on ne leur fait pas tout simplement les poches.

Mais, même maquillée, la réalité de la politique financière du gouvernement finit toujours pas transparaître. A preuve, le budget 2002 de la Sécurité sociale concocté par sa ministre de tutelle, Elisabeth Guigou.

Cette année, le PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale) est un véritable maquis où l'on est prié de ne pas regarder de trop près, la ministre se voulant rassurante en annon-

çant la « poursuite de l'amélioration considérable de la situation de la Sécurité sociale ». Les excédents de l'institution, cumulés entre 1999 et 2001, atteindraient, selon la ministre, 15 milliards de francs. Après des années de « trou de la Sécu » prétexte à tant de tours de vis, pourquoi s'inquiéter...

En fait, tout cela masque le tour de passe-passe auquel se livre le gouvernement alors qu'il procède à un énorme hold-up sur la Sécurité sociale.

En effet, du fait des exonérations de charges que ce même gouvernement a consenties au patronat au titre de la loi sur les 35 heures (soit une centaine de milliards de francs destinés à « dédommager » celui-ci... des avantages qu'il en retire en pouvant contraindre légalement les salariés à encore plus de flexibilité), l'Etat devrait rembourser cette somme à la Sécu. Mais, il n'en a nullement l'intention.

Au contraire, il invoque les « excédents » et la « bonne santé » de la Sécu... pour piquer dans la caisse. Ce n'est pas nouveau, mais cette année, le gouvernement se surpasse.

Déjà en 2000, il avait annulé 16 milliards de créances de l'Etat vis-à-vis de la Sécurité sociale au titre des cadeaux faits au patronat. Mais la ficelle était un peu trop visible. Alors, l'année dernière, il a créé un fonds spécial, le FOREC, censé compenser ces exonérations.

Le FOREC, alimenté par des recettes fiscales, n'est jamais qu'une façon de faire payer aux contribuables les exonérations que l'Etat consent au patronat. Cette année, la ministre Guigou fait encore plus fort : elle veut transférer au FOREC une série de taxes (8 milliards sur les alcools et les véhicules à moteur ; 3 milliards provenant des contrats de prévoyance) qui

alimentaient jusqu'alors les budgets de l'assurance-maladie et de l'assurance-vieillesse.

En clair, non seulement les contribuables vont être mis encore plus à contribution pour aider ces pauvres patrons à rendre encore plus flexibles leurs salaires, mais ces sommes vont être directement ponctionnées sur le budget de la Sécu. Rien que pour les deux taxes citées, cela équivaut... au cumul sur trois ans des fameux « excédents » de la Sécu.

Non content d'avoir déversé sur le patronat des centaines de milliards de subventions, d'allègements d'impôts, de dégrèvements en tout genre depuis quatre ans et demi qu'il est aux affaires, le gouvernement aura aussi pris, selon un calcul de la CGT, 33 milliards sur trois ans au seul budget de la Sécu pour soigner le patronat.

P.L.

Régulariser
les sans-papiers,
ce serait un geste
de simple justice

A l'ancienne gendarmerie de Saint-Denis (93), que des sans-papiers occupent depuis plusieurs mois pour tenter d'obtenir la régularisation de leur situation, la réponse donnée par le préfet le 15 octobre a été une nouvelle fin de non-recevoir révoltante.

Les 73 dossiers que les sans-papiers et les associations qui les soutiennent ont soumis aux autorités préfectorales remplissent tous des critères qui ont permis bien des régularisations. Mais pour les dizaines de milliers de sans-papiers qui ont été déboutés, l'arbitraire s'est encore aggravé. Les lois et circulaires édictées par Chevènement et ses successeurs ont été faites pour exclure de la régularisation des dizaines de milliers d'hommes et de femmes qui veulent vivre normalement. En Seine-Saint-Denis, le préfet oppose des refus systématiques à des sans-papiers qui vivent en France, y travaillent, y ont leur vie familiale et personnelle depuis parfois plus de dix ans. La plupart ont fourni les preuves exigées. Mais en vain.

Alors comment s'étonner que certains sans-papiers ne voient plus d'autre issue que de recourir à la forme de lutte dramatique qu'est la grève de la faim. Mais ni le préfet, ni le pouvoir ne s'émeuvent pour autant. Préfets (de Seine-Saint-Denis ou d'ailleurs), représentants du gouvernement ont choisi de rester sourds aux demandes des sans-papiers, sourds au désespoir que leur intransigeance engendre. Le retournement des dirigeants socialistes sur ce problème ne peut qu'inspirer l'indignation. Car comment pourrait-on oublier que les Vaillant et les Jospin qui aujourd'hui choisissent une inhumaine intransigeance avaient fait des promesses lors de la campagne législative de 1997 ? Ils parlaient alors de régulariser les sans-papiers, de changer les lois Pasqua et Debré.

Mais les circulaires, les lois et les consignes des dirigeants socialistes n'ont pas correspondu à leurs promesses. 70 000 sans-papiers ont été arbitrairement déboutés de leur demande. Et au fil des mois l'attitude de l'administration se durcit pour décourager ceux qui continuent à ne pas accepter qu'on les condamne à vivre dans la précarité et la peur d'une arrestation ou d'une expulsion.

Aujourd'hui le préfet de Seine-Saint-Denis a répondu par un refus net aux associations de sans-papiers qui lui demandaient d'être tenues au courant du suivi des dossiers et de discuter des divers problèmes soulevés par l'administration. Il a brutalement refermé une porte qu'il avait fait mine d'entrebâiller une semaine plus tôt en proposant un rendez-vous. C'est injuste et inacceptable. Comme sont inacceptables tant de gestes et de mesures qui frappent les plus pauvres. Comme sont inacceptables les licenciements, la précarité, la misère. Et c'est une raison de plus pour que les travailleurs se sentent solidaires des travailleurs sans-papiers qui ne veulent pas laisser faire.

Loi de « modernisation sociale »

DES MESURETTES SANS PORTÉE

Devant l'annonce ininterrompue des plans de licenciement, Guigou, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité, et le gouvernement Jospin font semblant de réagir et de se préoccuper du sort des nouveaux licenciés en rediscutant régulièrement du projet de loi de « modernisation sociale ». Cela fait des mois que ça dure !

En réponse à l'émotion soulevée en 1999 par l'annonce de plans sociaux comme celui de Michelin et la revendication de plus en plus ouvertement exprimée d'une loi limitant les licenciements économiques, le gouvernement a mis en chantier, en janvier 2000, cette loi fourre-tout dite de « modernisation sociale » avec un volet sur les licenciements, toujours pas voté à ce jour (et qui devrait l'être à la fin de l'année) mais qui n'a jamais visé à s'attaquer aux licenciements eux-mêmes. Les députés, ceux du PCF compris, l'ont votée en première lecture à l'Assemblée, en juin dernier, en pleine lutte des salariés de LU et de Marks et Spencer pour défendre leur emploi.

Il ne s'agit en fait que de

mesures limitées, visant notamment à redéfinir la notion de licenciement économique, à informer plus tôt les CE des projets de licenciements en leur donnant la possibilité de recourir à un médiateur, et à prévoir quelques mesures d'accompagnement des futurs chômeurs. Ça ne rend pas la perte de l'emploi moins douloureuse et les mesures du projet de loi de modernisation sociale n'auraient empêché en rien les plans de licenciements de Marks et Spencer ou de LU-Danone.

A l'occasion du passage en seconde lecture au Sénat, le 10 octobre dernier, Elisabeth Guigou a introduit de nouveaux amendements. L'une de ses propositions consiste à mettre à l'amende (entre 1 et 4 fois le SMIC par emploi supprimé), les grands groupes qui, six mois après l'annonce du plan social au comité d'entreprise, n'auraient pas montré leur bonne volonté pour « réindustrialiser » la région touchée par les licenciements. Pour cela des conventions devront être signées avec les élus locaux et les organismes professionnels.

Il s'agit vraiment d'une mesure bidon car, soit les groupes font semblant d'agir, en particulier s'ils ont des projets de réinvestissements qu'ils auraient de toute façon menés, soit comme ce sont de grands groupes qui ont, en général, une bonne santé financière, ils pourront tout à fait payer l'amende (si elle leur est effectivement réclamée car il est déjà prévu que la sanction dépendra du préfet, en fonction de la situation locale et des capacités financières de l'entreprise) en laissant au gouvernement le soin de se débrouiller avec les régions sinistrées par le chômage. Elisabeth Guigou ne semble elle-même pas croire à ses propres propositions, déclarant qu'« il n'est pas toujours facile de réactiver un bassin d'emploi » !

L'autre amendement vise à permettre aux futurs licenciés des petites entreprises de bénéficier du PARE (plan d'aide au retour à l'emploi) pendant leur préavis avant même d'être inscrits comme demandeurs d'emploi. Ce dispositif prendrait le relais des conventions de

conversion qui, jusqu'à l'entrée en vigueur du PARE le 1^{er} juillet dernier, permettaient aux licenciés économiques de rechercher un emploi sans être officiellement inscrits comme demandeurs d'emploi, et en bénéficiant d'indemnités plus importantes que dans le régime général.

Permettre de bénéficier du PARE avant même d'être mis dehors de l'entreprise, présenterait l'avantage pour le gouvernement de reculer la date d'inscription officielle au chômage et pour les patrons, de préparer le futur licencié, avant même sa perte d'emploi, à chercher du travail ailleurs plutôt que de défendre son emploi dans son entreprise. Pour le futur demandeur d'emploi, par contre, l'avantage est mince : il ne bénéficie même pas des indemnités prévues dans les conventions de conversion.

Alors, ce n'est pas avec des mesures aussi dérisoires que le gouvernement Jospin convaincra les travailleurs menacés par les plans sociaux qu'ils ont des alliés au gouvernement !

Claire LACOMBE

Mamère, Chirac, Jospin...

GESTICULATIONS DE CAMPAGNE

On se gausse beaucoup, ces derniers jours, des turpitudes des Verts. Il faut avouer que les péripéties brouillonnes qui agitent l'état-major du parti écologiste ont de quoi alimenter l'ironie des chroniqueurs. Mais si le heurt des ambitions des Mamère, Lipietz et de quelques autres, aboutit à des règlements de compte, s'ils se «flinguent» à un rythme à faire pâlir de jalousie n'importe quelle série policière, il faut reconnaître qu'ils ne font que singer, en à peine plus caricatural, ce qui se passe dans des partis prétendument sérieux et responsables.

Les épisodes qui se succèdent dans la compétition opposant les deux principaux concurrents au grand prix de l'Elysée, Jospin et Chirac, sont tout aussi dérisoires. Le dernier en date, la publication des mémoires du directeur de cabinet de Jospin, Olivier Schrameck, qui a provoqué une levée de boucliers dans la droite, qui a donné lieu à des pages et des pages de commentaires et d'explications qui se veulent sérieuses dans les gazettes et à la télévision,

est de la même veine que les cabrioles qui se déroulent dans le loft permanent des Verts.

Le pire, c'est qu'on voudrait nous faire croire que ceux qui s'étripent de la sorte – verbalement s'entend – sous le regard des citoyens ne songent qu'au bien de tous, alors que ce qui les habite est avant tout leur avenir personnel.

Soyons juste, pas seulement leur avenir, même si cela compte beaucoup pour eux. Ils défendent en même temps les intérêts des possédants, des actionnaires et des bourgeois. En fait la défense de leurs ambitions et celle des intérêts des possédants sont liées. Mais comme ils ne peuvent pas le dire ouvertement, ils utilisent des mots fourretout. Du coup ils parlent des intérêts de «notre» économie, de la défense de «nos» entreprises, mais jamais des travailleuses et des travailleurs qui y travaillent. Et quand il leur arrive d'évoquer leur sort – nous sommes dans une période électorale et chaque voix compte – c'est pour verser quelques larmes médiatisées, en déclarant, en substance, que l'omelette des profits nécessite que l'on casse quelques œufs. Sauf que les œufs sont toujours issus du même panier. A-t-on entendu parler de gros actionnaires qu'on aurait vu pointer à l'ANPE?

A la veille d'échéances importantes – vitales même pour ceux qui

briguent, qui un fauteuil, qui un siège, qui un poste de ministre ou de président – on voit ce petit monde faire ses calculs, soupeser par avance les éventuels reports de voix dans le cas où ce serait machin plutôt que trucmuche qui représenterait telle composante d'une future majorité. Dans le même registre, on nous montre cette futile surenchère entre Chirac et Jospin qui se décarcassent pour essayer d'être le premier sur les lieux d'une catastrophe, ou le premier à pouvoir prétendre avoir reçu de Bush des bribes de confidences.

Parions qu'on va, comme à chaque fois, nous dire que cette campagne électorale est nulle, qu'on n'aura pas eu les vrais débats, que les grandes questions n'auront pas été abordées... et autres appréciations pour justifier par avance le désintérêt de l'opinion – c'est quoi au juste «l'opinion»? – pour la politique.

Ça n'est pas que la campagne est nulle, c'est que ces politiciens n'ont rien à dire à la population laborieuse, rien à leur proposer de sérieux. Mais ça n'est pas parce qu'ils n'ont rien à dire qu'ils vont cesser de discourir ni qu'on va cesser de leur donner la parole.

Jean-Pierre VIAL

«Comment en finir avec le communisme» sur Arte...

ANTICOMMUNISME GROSSIER

Le titre de l'émission programmée sur Arte le mardi 16 octobre, «En finir avec le communisme» ne laissait pas d'ambiguïté sur les intentions de ses concepteurs, d'autant que le montage destiné à introduire le débat s'intitulait «La faute à Lénine». Restait à illustrer ce choix, en s'inspirant de la technique des films d'épouvante, à l'aide d'images prises hors du contexte et en faisant se télescoper les événements et les périodes pour impressionner.

L'un de ses auteurs, l'inévitable Stéphane Courtois, qui a commis, avec d'autres, le *Livre noir du communisme* n'a pas failli à sa réputation. Le montage menteur qu'il a présenté est, comme son ouvrage, fondé sur les amalgames et les raccourcis tendancieux. Lénine y est présenté par une caricature bâclée. Marqué, nous dit-on, par l'exécution, quand il avait seize ans, de son frère accusé d'avoir participé à un attentat contre le Tsar, par la lecture de l'œuvre de Netchaïev, théoricien du terrorisme contre le tsarisme, il rumine sa revanche contre l'ordre social.

Les auteurs de ce montage ne pêchent pas par l'honnêteté intellectuelle. Parler par exemple de la Révolution d'Octobre en Russie, sans même évoquer le régime féodal qu'elle a abattu, ni la misère et l'arriération du pays, ni la Première Guerre mondiale, cette boucherie à laquelle le peuple russe payait un très lourd tribut, sans même dire un mot de cette guerre civile à laquelle le nouveau pouvoir fut confronté durant près de deux ans, qui se sont ajoutés aux dévastations, matérielles et humaines de la guerre mondiale – guerre civile appuyée par les dirigeants «civilisés» de la France et de l'Angleterre – il faut oser le faire!

Parler de la famine que connut le jeune Etat ouvrier en 1921-22, en omettant de mentionner le blocus instauré par les grandes puissances pour affamer la Russie, s'inscrit dans une même volonté de dénigrement. Volonté que l'on retrouve dans la sélection des citations de Lénine, choisies pour montrer

que Lénine aurait été un obsédé de la répression, et Staline, son continuateur. Cela relève du montage. Surtout que ces «historiens» occultent délibérément le combat de Lénine contre la dégénérescence stalinienne, le combat à mort de ceux qui s'opposèrent ensuite à cette dégénérescence, dénoncée dès 1923 par des dirigeants de la Révolution, en particulier par Trotsky, qui sut analyser, dénoncer, mais surtout combattre le stalinisme sans la moindre concession, au prix de sa vie. Il suffit de lire ou de relire ses ouvrages écrits dans les années trente, *La révolution trahie*, qui date de 1936, la biographie de Staline, qu'il ne put achever, assassiné par un sbire de ce même Staline, pour en savoir bien plus sur les horreurs du stalinisme que n'en révèlent aujourd'hui, dans le confort d'une notoriété médiatique, les Courtois et autres.

Le reportage qui suivait, présentait des militants et des organisations qui avaient encore «l'audace» ou «l'inconscience», «la naïveté», selon les termes du commentateur, de se réclamer, encore, du communisme. On y retrouvait cette même volonté d'amalgame et de dénigrement.

Et pour commenter ce thème choisi par Théma, on avait rassemblé, un écrivain russe ex-dissident, ainsi que Jorge Semprun, stalinien détroqué, reconverti depuis dans la gestion ministérielle dans le gouvernement socialiste en Espagne, Cohn-Bendit, trublion professionnel, reconverti dans la défense du libéralisme en Europe, et Simone Veil qui, chacun à sa façon, qualifièrent ceux qui se réclament aujourd'hui des idéaux communistes de «naïfs» porteurs d'idées pas toutes mauvaises, mais qui peuvent amener au pire, à l'insu même de ceux qui les défendent.

Merci de l'avertissement. Mais Lénine, Trotsky et d'autres ont suffisamment mis les révolutionnaires en garde contre les risques de la révolution, mais surtout contre le risque de ne pas la faire et de laisser l'ordre capitaliste en place, pour qu'on puisse se passer des conseils paternalistes de ces gens qui se satisfont de l'ordre établi.

J.-P. V.

La privatisation de la SFP

ENCORE UN PROJET DE JUPPÉ QUE JOSPIN RÉALISE

Le ministère de la Culture et celui de l'Economie et des Finances ont annoncé «la cession de la SFP» (la Société française de production télévisée), en fait sa remise à prix cadeau à un magnat de la finance et des affaires, Vincent Bolloré.

La SFP date de 1974, quand Giscard d'Estaing décida de «réformer» l'ORTF. Il s'agissait d'écarter l'organisme de la télévision publique d'alors en trois chaînes concurrentes et un organisme de production afin que les capitaux privés prennent plus facilement pied dans ce secteur. Pendant des années, l'Etat avait créé et développé la télévision sur des fonds publics. Lorsque la majorité des foyers disposa d'un «petit écran», l'Etat ouvrit un boulevard à son utilisation par la publicité, puis engagea la privatisation d'un domaine devenu alléchant pour les intérêts privés.

En 1987, la remise à Bouygues de la «première chaîne» ne fut que l'aspect le plus visible de ce processus. On donna le feu vert à la

multiplication des chaînes privées et à l'envahissement des chaînes publiques par le privé. En matière de production, la concurrence privée, grandement aidée par les autorités de tutelle, eut pour résultat de dépouiller la SFP d'une partie de ce qu'elle possédait (dont ses célèbres studios des Buttes-Chaumont qui firent ainsi les beaux jours de promoteurs).

En 1996, Juppé avait estimé le moment venu de la privatiser. En 1997, l'arrivée de la gauche aux affaires donna un répit à la SFP, mais sans rien changer sur le fond. Ses effectifs fondirent de moitié, elle dut vendre ses studios de Paris et, en mars 2001, la ministre «socialiste» de la Culture annonça sa prochaine privatisation. Comme pour Air France et d'autres sociétés publiques, ce dont Juppé avait rêvé, Jospin le réalise. Et à nouveau, en beurrant les deux faces de la tartine offerte.

C'est évidemment parce que la privatisation de la SFP est un énorme

cadeau fait au privé, que Jospin et son équipe ne s'en vantent guère. Qu'on en juge.

Bolloré Investissements et Euromédia Télévision emportent le tout pour 30 millions de francs. «Même pas le prix d'un car numérique» de la SFP, déclare un de ses salariés au journal *L'Humanité*. Pour ce prix, Bolloré fait en outre main basse sur 160 millions de francs que la SFP a en trésorerie, à quoi s'ajoute au moins autant en actifs (locaux, matériel, etc.).

Bolloré devait déjà au chargement maritime, à l'exploitation de richesses agricoles et forestières de l'Afrique, à la banque et la finance d'être une des cinquante premières fortunes du pays. Il va pouvoir ajouter les médias à son palmarès (il envisage déjà de lancer une chaîne numérique) et... de nouveaux milliards à ses comptes en banque. Le tout, avec la bénédiction de Jospin.

Pierre LAFFITTE

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

« L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DE BEN LADEN »

Ben Laden, ancien agent de la CIA responsable des groupes islamistes intervenant en Afghanistan contre les troupes russes, on le savait. Agent financier d'un des clans de la grande bourgeoisie saoudienne et des princes du pétrole, c'est également notoire, même si les médias se sont moins étendus sur la question. Car dans l'histoire, allez démêler le tien du mien, les intérêts financiers américains des intérêts saoudiens !

C'est que l'Arabie Saoudite, partagée ou pas entre ses clans princiers, c'est à la fois la base militaire, la plate-forme pétrolière et la principale agence financière des Etats-Unis dans la région. Certes, depuis quelques années la classe dirigeante saoudienne est divisée entre pro et anti-américains et le pouvoir est en bascule. Le contrôle des ressources pétrolières est en jeu. Le clan voulant se dégager de la présence militaire américaine a misé sur Ben Laden, autrement dit sur les moyens terroristes (qui en l'occurrence sont tout sauf l'arme des pauvres !). Mais la nébuleuse financière liée à Ben Laden (dont bon nombre des plus grandes banques et holdings saoudiens investissant aux USA en Angleterre et en France) est elle-même intimement liée aux intérêts des banques et sociétés américaines. Terroriste ou pas, la grande bourgeoisie princière saoudienne fait partie du même monde de la finance occidentale et de ses mafias pétrolières. Si Bush voulait vraiment déclarer la guerre aux commanditaires directs des réseaux terroristes Ben Laden, c'est la très réactionnaire Arabie Saoudite (qui en matière d'obscurantisme religieux n'a rien à envier aux Talibans) qu'il prendrait pour cible, pas l'Afghanistan. Mais l'Arabie Saoudite, c'est tabou. Et pour cause. Au-delà même de ce qu'on imagine...

C'est du moins ce que révèle un rapport officiel américain intitulé « Environnement économique d'Oussama Ben Laden ». Ce rapport rédigé en décembre 1999 et actualisé pour la dernière fois en juin 2001, a été cité le 26 septembre au sénat américain. Réalisé pour le fisc américain, il est diffusé par le site d'information économique américain « Intelligence Online » et est cité dans le cadre de la lutte contre la nébuleuse financière de Ben Laden. Il donne une liste de multiples sociétés capi-

talistes, de financiers internationaux ou d'hommes politiques dont les intérêts sont croisés avec ceux de Ben Laden, où l'on trouve nombre de sociétés américaines, mais également certains dirigeants américains connus comme James A. Baker III, ancien secrétaire d'Etat du président George Bush, Franck C. Carlucci, ancien secrétaire à la Défense du président Ronald Reagan, Richard G. Darman, ancien directeur de l'Office of Management and Budget du président George Bush (1989-93) et John Sununu, ancien secrétaire général de la Maison-Blanche (présidence de George Bush), mais aussi Bush, père et fils, eux-mêmes ! Il semble donc que si la famille princière saoudienne n'a aucun secret pour Ben Laden, la famille présidentielle américaine, elle aussi assez étendue, n'en ait guère non plus.

Selon le même rapport, tous ces dirigeants américains entretiennent des rapports d'affaires avec le principal soutien financier de Ben Laden, le milliardaire saoudien Ben Mahfouz, via le fond d'investissements américain Carlyle Group mais aussi bon nombre d'autres sociétés : « George W. Bush a été de 1990 à 1994 membre du conseil d'administration de Caterair, filiale du Carlyle Group. (...) Adbullah Taha Bakhsh, investisseur saoudien et partenaire de Khalid Bin Mahfouz et Ghaith Pharaon est devenu actionnaire de la société de Bush, Harken Energy Corp, à hauteur de 11,5 % en 1987. (...) Talat Othman est membre du Middle East Policy Council américain, aux côtés de Franck Carlucci. James R. Bath, qui représentait aux Etats-Unis les intérêts de Salem M. Bin Laden aux termes d'un accord d'administration de 1976, est entré à la fin des années 70 dans le capital de deux sociétés à responsabilité limitée nommées Arbusto détenues par George W. Bush (entités ensuite fusionnées sous Harken Energy) pour un montant de 50 000 \$ ».

Faire le ménage chez tout ce beau monde ? Cela ferait trop de dommages collatéraux en très haut lieu. Alors, on fait payer les paysans afghans, lesquels du moins n'ont pas de dollars à perdre. Et si les rescapés n'ont pas de pain, qu'ils mangent du beurre de cacahouète ! Les Bush sont généreux.

Robert PARIS

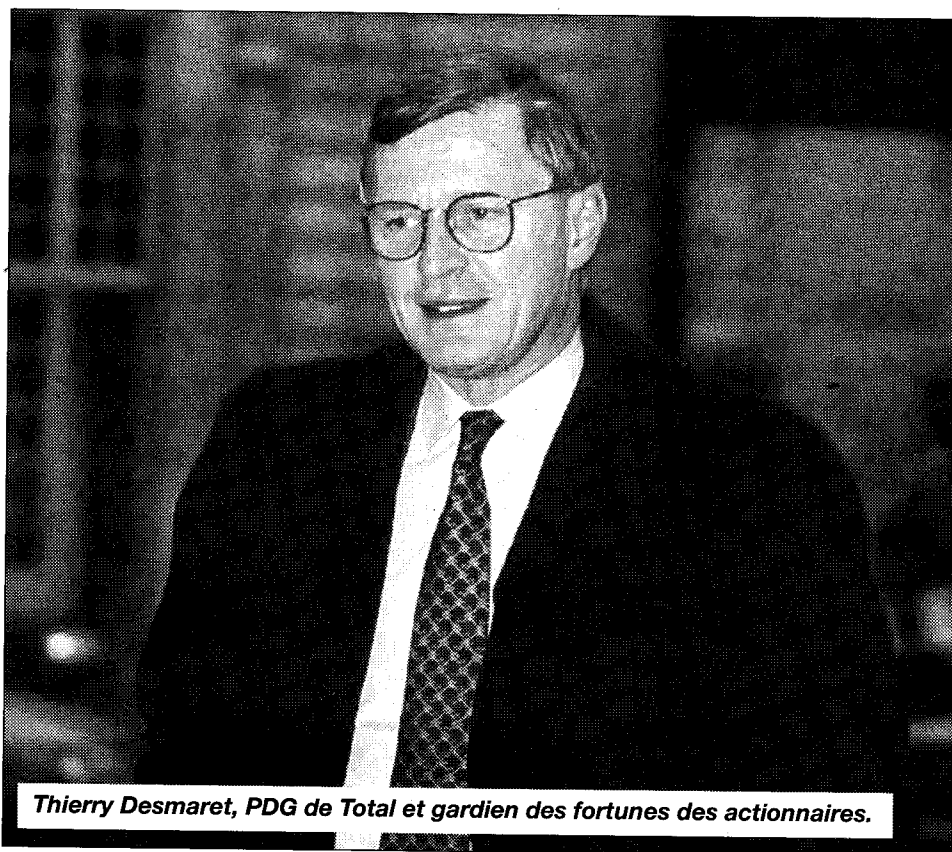
Le numéro 17 de Convergences Révolutionnaires est paru.

Un dossier sur la santé malade du profit. Des articles : Contre le terrorisme, non à l'union sacrée. - Où va le PCF ? - La vague des licenciements et le combat des Lu-Danone. - La démagogie sécuritaire. - La situation en Côte d'Ivoire. Pour se procurer ce numéro, 10 F, écrire à Lutte Ouvrière, pour la Fraction. Abonnement : un an 60 F, de soutien 100 F.

Leur société

TOULOUSE

POUR LES ACTIONNAIRES DE TOTAL UNE CATASTROPHE INSIGNIFIANTE



Thierry Desmaret, PDG de Total et gardien des fortunes des actionnaires.

Au cas où des actionnaires de TotalFinaElf se seraient inquiétés après la catastrophe de Toulouse, ils doivent maintenant être rassurés. « L'impact sur le résultat net du groupe TotalFinaElf pourrait aller jusqu'à environ 300 millions d'euros », a déclaré un porte-parole du groupe qui a tout de suite ramené cette somme à sa juste mesure : le groupe pétrolier avait dégagé l'année dernière 7,6 milliards d'euros, les plus gros profits jamais réalisés par une entreprise française. Et l'année 2001 s'annonce plus prometteuse encore. Du coup, le représentant du groupe a souligné « l'insignifiance » des 300 millions d'euros, « au regard des quelque 14 milliards d'euros de bénéfices escomptés par le groupe cette année ». Autrement dit, le groupe Total escompte toucher comme profit annuel plus de 46 fois ce que peut lui coûter la catastrophe de Toulouse.

C'est dire tout crûment que Total peut envisager quelques autres explosions (sans compter un bon lot de désastres écologiques comme celui de l'Erika), cela ne revient vraiment pas cher ! Les actionnaires ne vont pas mourir : seulement les ouvriers qui travaillent et la population - de préférence des milieux populaires - qui

habite les quartiers concernés ou va faire ses courses au supermarché.

Pendant que les porte-parole de Total, s'adressant aux actionnaires, affichent avec cynisme que les profits ne seront pas même égratignés par la catastrophe qui vient de se produire, Chirac, Jospin et Kouchner versent leur larme, et communient avec le maire de Toulouse pour trouver que, quand même, la prochaine fois, Total pourrait aller faire ses explosions et tuer ses ouvriers ailleurs, loin de la ville.

Quant à prendre sur les bénéfices de Total une somme suffisante pour venir en aide aux victimes - ce serait tout de même la moindre des choses - il n'en est pas question. Tout ce que le gouvernement sait faire, c'est de prélever une somme insuffisante, 230 millions d'euros, sur les deniers publics.

Un trust comme Total aurait non seulement les moyens d'indemniser les victimes aussi correctement que possible, mais d'investir dans la sécurité de ceux qui travaillent et de la population autour. Mais ce n'est pas ce gouvernement qui va le lui imposer.

Jean SANDAY

TOULOUSE

LA SITUATION PLUS DE TROIS SEMAINES APRÈS L'EXPLOSION D'AZF

A GRANDE PAROISSE (AZF)

Samedi 13 octobre, Chirac est venu à Toulouse soutenir le maire Douste-Blazy et approuver la délocalisation du site chimique où a eu lieu l'explosion du 21 septembre. Du côté de la direction de l'usine, rien n'est dit pour l'avenir des 450 salariés de l'usine Grande Paroisse (AZF) ainsi que des employés des entreprises sous-traitantes. La seule chose claire que le directeur nous a dite est qu'il fallait... «se prendre en charge» et que nous devons faire corps devant l'adversité!

En attendant, nous ne savons toujours pas ce qui va se passer en novembre. Pour l'instant une majorité de travailleurs s'accrochent encore à l'idée d'un redémarrage de l'usine. Il n'est même pas sûr que le patron le souhaite vraiment. Et il est par contre sûr que c'est ce que ne veulent pas les habitants des quartiers populaires gravement touchés par l'explosion. Mais d'autres travailleurs, encore minoritaires, voient bien que leur intérêt est d'exiger avec les victimes des quartiers que les actionnaires de TotalFinaElf paient pour les salaires, les reclassements équivalents à Toulouse et les réparations.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière (Grande Paroisse - AZF) (16 octobre 2001)

ON VEUT SAVOIR

Le directeur nous répète qu'on est tous dans la même galère. Mensonges! Pour l'avenir, ceux qu'on veut jeter par-dessus bord, c'est nous. Alors que les gros actionnaires, eux, ne supportent que le risque de se fouler un doigt en comptant leurs billets. Nous avons suffisamment payé jusqu'à présent, par notre travail qui a fait leur profit, par nos victimes, nos blessés et nos infirmes à vie. Alors, que les gros actionnaires, eux aussi, supportent les conséquences en participant à notre problème. Qu'ils mettent la main à la poche pour nous garantir le salaire ou nous trouver des reclassements équivalents à Toulouse, en conservant la même ancienneté, la prime d'alternance et le reste, qu'ils paient les plus anciens intégralement jusqu'à la retraite, qu'ils garantissent l'emploi et le salaire des autres salariés du site, des sous-traitants! Qu'ils nous démontrent qu'ils sont dans la même galère que nous! Qu'ils puisent dans leurs 50 milliards de profits!

Ce serait utopique? Ce qui serait utopique, c'est de croire qu'on redémarrera l'usine comme avant contre l'avis de la population. L'utopie c'est de croire qu'on n'y laissera pas des plumes en laissant faire nos patrons qui ont un portefeuille à la place du cerveau, ou en faisant confiance à leurs promesses. Il suffit de regarder comme on traite les ouvriers de Moulinex, d'AOM, de Bata dès qu'il y a eu le moindre problème: pertes de salaire, reclassements bidon, licenciements déguisés, et l'ANPE pour la plupart.

L'usine a explosé et, dans les quartiers populaires, personne n'en veut plus. Mais nous ne sommes pas mariés à GP pour le meilleur ou pour le pire. D'ailleurs nous avons déjà eu le pire. Si nous ne voulons pas faire partie des dégâts collatéraux de l'explosion de l'usine, la seule perspective d'avenir est de se battre pour faire payer les gros actionnaires de TotalFinaElf. Nous aurions ainsi le soutien de tous et nous pourrions gagner.

«RISQUE ZÉRO»

Certains disent que le «risque zéro» n'existe pas. Et au nom de cela, il faudrait lever les bras au ciel, s'en prendre au destin, à la fatalité. La DIRE a vérifié ce qu'on a bien voulu lui montrer. Le CHS a fait ce qu'il a pu. Et le patron a fait ses choix et a pris ses responsabilités. Et si le risque zéro n'existait pas à GP, c'est à cause de ces choix. Combien de fois a-t-on dû les avertir ou même se battre pour imposer qu'on respecte les conditions de travail qui sont la garantie de la sécurité?

UN SEUL EXEMPLE

Nous nous sommes battus contre les réductions d'effectifs, nous avons averti dix fois plutôt qu'une de ce que la politique de gains de productivité faisait courir comme risques, nous avons dénoncé avec les syndicats et le CHSCT la manière dont ils masquaient les problèmes relatifs aux conditions de travail. Nous avons même fait grève. Rappelons-nous comment, fin 1999, il a fallu se battre pour imposer nos exigences en matière de sécurité.

Tract CGT-CFDT du 23/11/1999: «Pour la sécurité et l'emploi... Aujourd'hui, nous manifestons donc à nouveau pour refuser que l'application d'insignifiantes mesures de productivité mettent en danger la sécurité de l'usine...»

Tract CGT-CFDT du 24/11/1999: «Pour la sécurité, l'emploi. Tous ensemble! Ce mercredi, devant le refus persistant de la direction à discuter, le personnel SIS a décidé de poursuivre son action aux portes de l'usine, contre la suppression d'emplois au poste incendie, la modification de l'organisation du poste, la dégradation de la sécurité sur l'usine, la poursuite de la liquidation du service sécurité».

Nous ne sommes en rien responsables de ce qui est arrivé. Ils savaient, ils étaient avertis. Qu'ils paient maintenant!

MAIS QUE FAIT L'ÉTAT?

Jospin a versé 1,5 milliard de francs pour l'aide aux sinistrés. Chirac est venu appuyer Douste-Blazy pour la délocalisation du site. Mais l'un et l'autre n'ont rien à dire aux dirigeants de TotalFinaElf. L'un et l'autre sont du même côté du manche, celui du patronat. L'État aurait pourtant tout à fait les moyens de mettre les biens et capitaux des gros actionnaires sous séquestre, en garantie du paiement des salaires et des réparations dans les quartiers touchés.

A LA CITÉ DU PARC

La situation à la cité du Parc au Mirail est à l'image de ce qui se passe dans la plupart des quartiers populaires touchés par l'explosion. Dans cette cité où 100 familles ont été évacuées après la destruction d'un bâtiment, à la date du vendredi 12 octobre seulement 9 familles ont été relogées: une à Toulouse, quatre en HLM à Montauban à 40 kilomètres de Toulouse et quatre dans des mobil-homes. 32 familles s'entassent encore dans les centres de loisirs de la ville de Toulouse. Par contre une solution radicale a été trouvée pour deux Bulgares hébergés dans un des centres de loisirs: ils ont été expulsés pour défaut de papiers. On propose sans rire des logements à Montpellier, à Limoges, et à... Mulhouse. Une Marocaine a répondu sur le même ton: «Tant que vous y êtes, vous ne pouvez pas me proposer un appartement au Maroc?»

Aucune proposition n'est plus faite pour des relogements à Toulouse, si ce n'est dans des mobil-homes qui doivent arriver au rythme de quinze par semaine.

Concernant les déménagements, qui doivent être effectués avec une nacelle, une association a été mandatée par la mairie pour les effectuer. Le représentant de la mairie a assuré que cette association serait financée

pour pouvoir embaucher en CDD des manoeuvres pour aider aux déménagements. Ce qui est tout simplement aberrant, car ce travail qui doit être réalisé dans des conditions très difficiles ne peut être sérieusement confié à des non-spécialistes et à des bénévoles. Quant aux meubles, ils devraient être stockés dans des garde-meubles, mais on ne sait ni quand, ni où...

Concernant les travaux, alors que - de l'avis général - les procédures mises en place ne permettront pas de remplacer les fenêtres avant janvier pour tous, le préfet et la mairie n'envisagent toujours pas de mettre en place les procédures d'urgence qui seules permettraient de calfeutrer les appartements avant l'hiver.

Vendredi 12 octobre à la réunion des experts des différentes parties (assurances, copropriétés) aucun accord n'a été trouvé sur le montant des différents devis, interdisant par là même tout démarrage de travaux.

Il est donc malheureusement vraisemblable que la grande majorité des familles passeront cet hiver avec du contreplaqué et du plastique sur les fenêtres. Les différentes entrevues avec l'adjoint de Douste-Blazy ou le sous-préfet n'ont abouti à rien.

Dans la cité, les habitants ont continué à se réunir à 30 ou 40 plusieurs fois par semaine, et ont renouvelé leurs exigences:

Que l'Etat utilise tous ses moyens pour:

- La réquisition autoritaire des appartements vides de Toulouse et leur attribution aux sinistrés,

- Le mandatement autoritaire d'une entreprise de déménagement pour aider les relogés à déménager par les fenêtres avec une nacelle,

- Le mandatement autoritaire d'une entreprise de menuiserie et d'une vitrerie pour remplacer en urgence toutes les fenêtres et les vitres cassées.

Il a été décidé d'organiser une marche de protestation vers la mairie de Toulouse, mercredi 17 octobre, avec les familles pour faire cesser cette situation scandaleuse.

LES PSEUDO-«RÉQUISITIONS»

Le préfet et la mairie de Toulouse ont mis en place une cellule de relogement censée proposer rapidement un toit aux 800 familles évacuées suite à la catastrophe du 21 septembre.

Cette cellule, respectueuse des règles du marché, espère résoudre les besoins urgents des familles par une application des lois de l'offre et de la demande. De fait, son rôle s'est borné à établir la demande des logements (en de multiples exemplaires...) et à constater l'absence d'offres. En effet celles émanant des bailleurs et des agences immobilières se sont taries dès la première semaine. Depuis, il n'y en a plus du tout, les propriétaires préférant spéculer à la hausse hors de vue des institutions.

Les seules réponses effectives sont des mobil-homes qui n'arrivent que maintenant au rythme de 15 par semaine, et ne conviennent que pour des familles n'excédant pas quatre personnes.

Restent les fameuses réquisitions de logements décidées par décret du préfet datant du jeudi 4 octobre. Il s'avère qu'il s'agit d'un leurre absolu. Le préfet a demandé le listing des appartements vacants depuis plus de deux ans. Il ne l'a obtenu que le mercredi 10 octobre. Ensuite les services de la mairie doivent contacter le propriétaire et faire une visite avec lui. Si le propriétaire n'est pas «contactable» ou refuse de donner les clefs, la procédure s'arrête... Si le service de la mairie peut entrer dans l'appartement, il évalue si celui-ci est habitable, et un autre service négocie avec le propriétaire un prix de loyer. A ce moment-là le propriétaire a un mois pour dire s'il accepte ou non de loger une famille évacuée. Il peut refuser s'il trouve une bonne raison, et il y en a des tas. Et s'il accepte le maire doit donner un avis favorable...

Autant dire que la procédure a des sorties possibles à tous les niveaux et, si elle va jusqu'à son terme, elle durera au moins un mois et demi. Elle n'a aucun caractère contraignant et encore moins d'urgence.

Il y a un autre décret permettant de réquisitionner directement, pour des cas d'extrême urgence, mais le maire n'a pas utilisé cette possibilité... «parce qu'elle serait très fragile juridiquement» a-t-il fait savoir aux comités des résidents. Ce qui signifie que les tribunaux pourraient en toute légalité casser cette décision au nom de la défense sacrée de la propriété privée.

S'il y a une chose qui est respectée dans notre société c'est bien cette propriété privée, qui passe bien avant le respect des droits élémentaires de la population, parmi lesquels celui d'avoir un appartement digne de ce nom.



L'usine, deux semaines après l'explosion.

Afghanistan

Pendant que les USA cherchent une dictature docile

Les bombardements américains continuent sur l'Afghanistan. Tout au plus la population a-t-elle eu droit à un répit d'une journée pour se rendre à la prière le vendredi 12 octobre. Sans doute Bush n'a-t-il pas voulu risquer un massacre de fidèles en pleine prière et la levée de boucliers que cela n'aurait pas manqué de provoquer parmi les dictateurs plus ou moins islamistes dont il tient à conserver la caution.

Car ces dictateurs commencent à s'inquiéter de voir cette guerre devenir un puissant levier d'agitation pour les courants intégristes qui sont actifs dans leurs pays respectifs. Aussi les fissures sont-elles en train de se multiplier dans le « vaste front contre le terrorisme » dont le ministre des Affaires étrangères de Bush, Colin Powell, se vantait tant. Déjà la plupart des émirs pétroliers du Golfe ne faisaient guère étalage d'enthousiasme. Et voilà que l'Arabie Saoudite elle-même, ce pilier de l'impérialisme américain au Moyen-Orient, vient elle aussi de marquer ses distances. D'abord en éconduisant le Premier ministre britannique Tony Blair, lors de sa tournée des pays arabes, puis, le 15 octobre, en condamnant les bombardements en Afghanistan d'une façon quasi-officielle, par la voix de son ministre de l'Intérieur, le prince Naïf.

Le même jour, alors qu'il recevait Colin Powell en visite

officielle, c'était au tour du dictateur pakistanais, le général Musharraf, élément vital du dispositif régional des USA dans la guerre contre l'Afghanistan, de rappeler sans ambage à son visiteur qu'il ne souhaitait pas voir les bombardements se prolonger et qu'il allait falloir trouver rapidement une solution politique.

Seulement tout le problème est là – quelle solution politique ? Avec qui l'impérialisme peut-il traiter en Afghanistan ? Il ne suffit pas de sortir de son placard un ex-roi qui a passé près de trente ans en exil à Rome. Encore faut-il trouver des forces sur le terrain qui soient non seulement prêtes à soutenir cette opération, mais également

capables de l'imposer, au besoin par les armes, aux autres factions armées et à la population.

Or malgré les communiqués de victoire de l'Alliance du Nord, annonçant la désertion d'unités entières des Taliban ou encore les spéculations de la presse sur les divisions qui existeraient parmi eux, force est de constater que, pour l'instant, rien n'indique que le régime des Taliban soit en train de se désagréger.

D'autant d'ailleurs que les

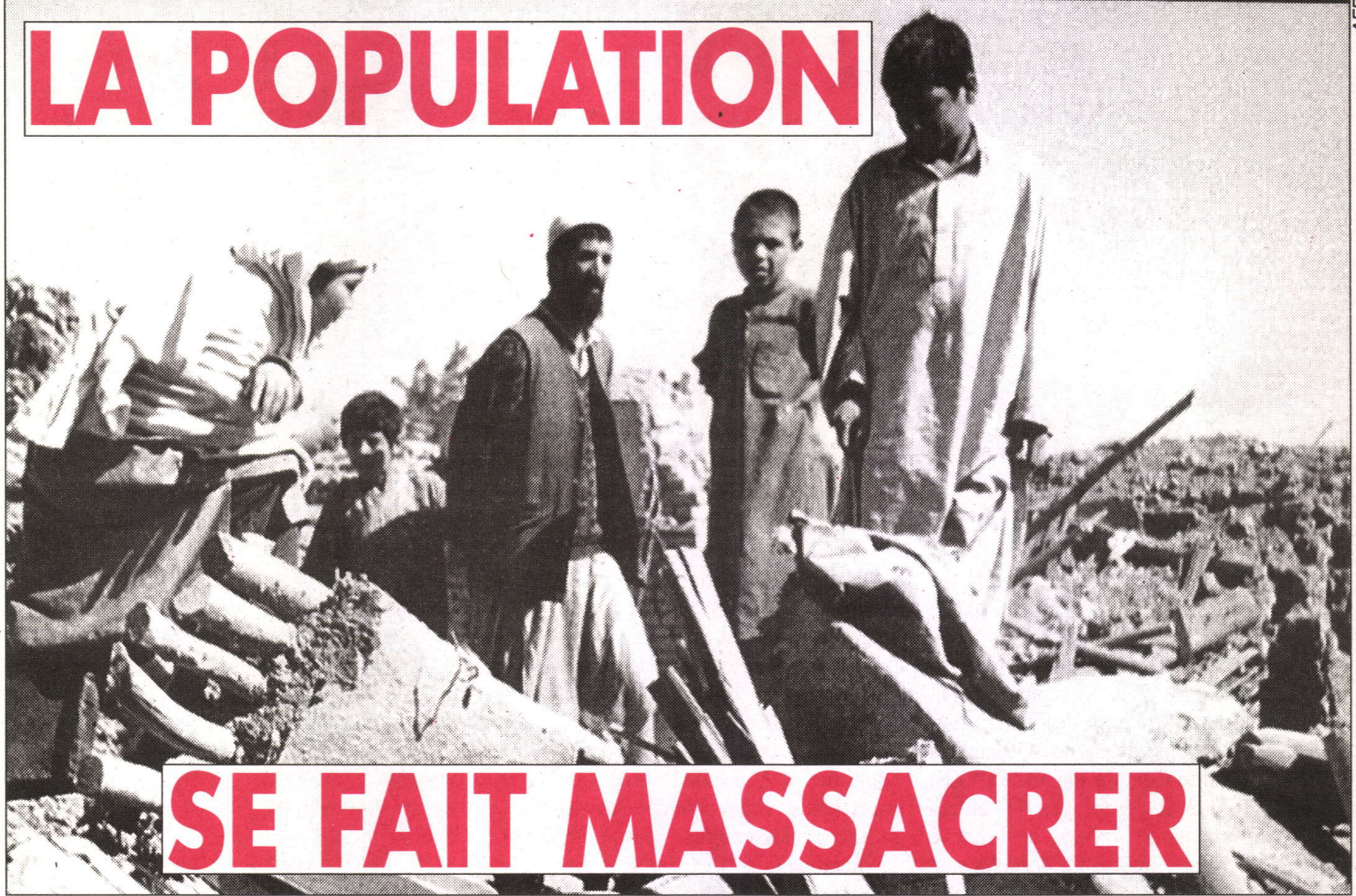
dirigeants américains font preuve d'une certaine retenue à son égard. La presse s'est fait l'écho des protestations de l'Alliance du Nord reprochant aux USA de ne pas bombarder les positions des Taliban qui leur barrent la route de Kaboul. Certains journalistes ont également rapporté que l'aviation américaine aurait délibérément épargné la résidence protégée du leader des Taliban à Kandahar. Que ces informations soient fondées ou pas, il n'en demeure pas moins que

les dirigeants américains ne peuvent pas se permettre d'écraser les Taliban sous leurs bombes s'ils veulent pouvoir les inclure dans une future solution politique, voire les laisser au pouvoir s'ils ne parviennent pas à en trouver une.

Les dirigeants américains ne se cachent d'ailleurs pas de vouloir inclure des Taliban dans leur jeu. Ils l'ont clairement fait savoir après les réunions organisées à Rome autour de l'ex-roi Zahir Shah.

Car à elle seule l'Alliance du

LA POPULATION



SE FAIT MASSACRER

L'ENJEU PÉTROLIER

L'Afghanistan ne produit pratiquement pas de pétrole. Mais ce pays se trouve, ainsi que l'Iran et une partie du Pakistan, à cheval sur la chaîne montagneuse qui sépare les deux régions du globe où se trouvent les plus importantes réserves de produits pétroliers : le Golfe persique au sud, et le bassin de la mer Caspienne au nord.

Le Golfe est actuellement la première région productrice mondiale, car les hydrocarbures y sont d'un accès relativement commode au moyen de quelques oléoducs et surtout d'une gigantesque armada de navires pétroliers qui livrent leurs produits en Europe, au Japon, aux USA, et partout dans le monde.

En revanche les pays riverains de la Caspienne, Azerbaïdjan, partie sud de la Russie, Turkménistan, Kazakhstan, sont des producteurs médiocres. C'est que leur pétrole s'évacue très mal vers les régions de grosse consommation.

Pourtant, en ce qui concerne les réserves, il se pourrait qu'elles soient aujourd'hui supérieures à celles du Golfe.

Autant dire que l'avenir du pactole pétrolier est peut-être là-bas. Et les compagnies, surtout américaines et européennes, se bousculent pour être présentes dans cette région. Et si, pour le moment, leurs investissements restent modestes, c'est que bien des problèmes ne sont pas réglés aux yeux des compagnies pétrolières. A commencer par l'instabilité politique de la région qui se surajoute aux difficultés d'évacuation de son pétrole vers les lieux de commercialisation.

Comment évacuer le pétrole du bassin de la Caspienne ? En direction de l'ouest, il y a des oléoducs. Mais ceux qui existent de l'Azerbaïdjan vers des ports de la mer Noire, en transitant par la Géorgie, région troublée, sont vieux et insuffisants (et les projets d'en créer de plus modernes se heurtent au risque politique et guerrier). En fait, pour le moment, c'est encore l'oléoduc russe du Caucase-nord, qui évite la Tchétchénie, qui reste le seul plus ou moins sûr et qui fonctionne à plein rendement. Mais cela ne fait pas forcément l'affaire... des pétroliers occidentaux.

Alors, il existe aussi un projet de passage par la Turquie qui traverserait le Kurdistan qui est maintenant sous contrôle par la répression de l'armée turque. L'Azerbaïdjan n'envisage même pas un passage via l'Arménie, pays avec lequel il est en guerre larvée.

Et vers l'est ? Un projet va du Kazakhstan vers la Chine, moyennant un tube de 6 000 kilomètres de long, mais il ne concernerait que la Chine.

Il reste alors le sud, en traversant les montagnes d'Iran ou d'Afghanistan. Le trajet le plus court passerait par l'Iran. Mais pour le moment les Etats-Unis ne veulent pas en entendre parler.

L'autre passage possible, en faisant un détour, traverserait l'Afghanistan et une partie du Pakistan – la région du Baloutchistan.

Le projet d'oléoduc via l'Afghanistan existe depuis

l'écroulement de l'URSS. Le soutien des Etats-Unis aux Taliban, de 1994 à 1996, dans l'espoir qu'ils mettraient fin à l'instabilité dans le pays, avait aussi un petit parfum de pétrole. Les liens du groupe américain Unocal, qui détenait un tiers des parts dans le consortium destiné à construire l'oléoduc, avec les Taliban, en témoignent.

Dans le conflit actuel, les Etats-Unis veulent cette fois renverser les Taliban, mais en cherchant à installer à la place un régime à leur dévotion. Et qui pourrait, s'il s'avérait suffisamment fiable, laisser passer le pétrole.

Il y a peut-être un milliardaire en Afghanistan, Ben Laden, mais beaucoup d'autres dont on ne parle pas ont des vues sur ce pays.

André VICTOR

LES MANIFESTATIONS DE PROTESTATION

Nord serait probablement incapable de constituer un régime stable. D'abord parce qu'il s'agit d'une combinaison aussi disparate qu'explosive de chefs de guerre ethniques et intégristes qui ne se sont alliés que parce que les Taliban avaient refusé de leur laisser la moindre parcelle de pouvoir. Ensuite parce que cette Alliance ne comporte qu'une représentation infime de l'ethnie Pashtoune, la plus importante minorité du pays.

Et puis, il y a d'autres considérations qui jouent, qui, elles, dépassent très largement le cadre de l'Afghanistan. Par exemple le fait que les liens de l'Alliance du Nord avec l'Iran, par l'intermédiaire de sa composante chiite, le front Wahdat, la rende suspecte aux yeux des dirigeants américains. Ou encore le fait que ses liens avec l'Inde, qui a fourni des armes aux Tadjiks du défunt commandant Massoud depuis la victoire des Taliban, la rende inacceptable aux yeux des dirigeants pakistanais. Car dans cette affaire les rivalités des puissances régionales et les intérêts régionaux de l'impérialisme prennent aussi le pas sur ceux de la population.

Mais surtout, derrière l'hypocrisie de Bush présentant sa sale guerre comme une guerre pour la « démocratie », il y a la volonté de l'impérialisme de trouver un gendarme capable de maintenir ordre et stabilité politique, en particulier contre la population pauvre. Or cette capacité-là, c'est sur le terrain qu'elle se juge. Et, dans ce domaine, ce sont les Taliban qui se sont montrés jusqu'à présent les plus capables. Alors pour l'instant, Bush continue ses bombardements, en espérant que tout ou partie des Taliban choisiront de rentrer dans son jeu. Et en attendant, c'est la population pauvre qui se fait massacrer.

François ROULEAU

Depuis le début des bombardements en Afghanistan des manifestations de protestation ont eu lieu aux quatre coins du monde. Elles ont été particulièrement violentes dans les pays pauvres où existe une forte proportion de musulmans.

Il y en a eu bien sûr dans les pays proches de l'Afghanistan - Pakistan, pays du Golfe, Inde - mais également dans des pays du Sud-Est asiatique comme l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines, et dans des pays africains comme le Nigeria et l'Afrique du Sud.

Dans tous ces pays, ce sont les courants intégristes qui ont pris l'initiative et se sont du même coup parés d'une auréole anti-impérialiste alors que leurs objectifs politiques sont tout autres. Ainsi, à Kano, la plus grande ville du nord du Nigeria, ces manifestations ont servi de prétexte à une nouvelle vague de pogromes visant les habitants appartenant aux ethnies du sud du pays, accusés d'être complices de Bush parce qu'en majorité chrétiens. Ces pogromes auraient fait 200 morts, qui viennent s'ajouter au millier de victimes dans des pogromes similaires depuis un an. Derrière l'agit-

tion intégriste, qui est déjà parvenue à imposer la loi coranique dans plusieurs des États formant la fédération qu'est le Nigeria, se cache la tentative de politiciens visant à utiliser la religion pour unifier les ethnies du nord contre celles du sud.

Le cas du Nigeria n'est d'ailleurs pas isolé. On assiste à un phénomène similaire, bien que moins sanglant pour le moment, en Indonésie, où des groupes séparatistes cherchent à créer une identité nationale par le biais de l'Islam à des territoires entiers du pays pour en exiger la séparation.

Au Pakistan, ce sont les nombreuses organisations intégristes du pays qui ont le monopole de la protestation contre les bombardements, en particulier le JUI, le parti qui a formé l'essentiel des cadres des Taliban dans ses écoles coraniques. Car en dehors des partis intégristes et du MQM, un parti d'extrême droite basé dans la région de Karachi, la quasi-totalité des partis politiques se sont en effet alignés derrière la politique de Musharraf. Du coup, les travailleurs, les pauvres, tous ceux qui voudraient exprimer leur colère devant le spec-

tacle odieux qu'offre le plus riche pays du monde en écrasant sous ses bombes l'un des plus pauvres, ne peuvent le faire qu'en allant manifester derrière des partis qui sont leurs pires ennemis.

D'ailleurs on l'a bien vu lors des deux grèves générales appelées depuis le début des bombardements par une coalition de 35 partis religieux. La grève a été surtout suivie par les commerçants et petits patrons. Mais dans une ville comme Karachi, des usines ont été attaquées par des bandes en armes, détruisant les machines et tabassant les ouvriers présents, des cliniques ont été fermées de force et des ambulances incendiées par ces mêmes bandes.

C'est aussi cela le drame des masses pauvres de ces pays. La pauvreté, la corruption des classes privilégiées, la démagogie des politiciens se sont alliées aux manœuvres de l'impérialisme pour produire des forces politiques qui imposent leur dictature sanglante aux pauvres, même lorsqu'elles ne sont pas au pouvoir.

F.R.



La police surveille une manifestation à Peshawar au Pakistan.

Les fournisseurs d'armes

Depuis que Ben Laden et les Taliban afghans sont devenus les ennemis publics de l'Occident, bien des politiciens s'exercent à des révisions déchirantes. Ils font mine de découvrir la triste condition des femmes afghanes, qui ne les gênait pas quand ils soutenaient les islamistes contre les Russes. Ils regrettent aussi d'avoir armé jusqu'aux dents des régimes oppresseurs, mais qui étaient de tellement bons clients.

Car il est vrai que les

Taliban et Ben Laden lui-même ont bénéficié non seulement de la formation et des conseils des services secrets occidentaux, en particulier de la CIA, mais aussi de tout un équipement qui leur parvenait à travers les régimes d'Arabie Saoudite, de ses voisins du Golfe, et du Pakistan.

Pour ne prendre que l'exemple du commerce d'armes français, les données fournies par le ministère de la Défense pour les années 1990-1999 sont éloquentes. Sur les 334 milliards de

francs de commandes d'armes neuves à l'exportation entre 1990 et 1999 (ce qui exclut le marché de l'occasion et tout le secteur du courtage), les quatre premiers clients raflent la moitié du marché. Et ce sont les Emirats Arabes Unis (63 milliards), l'Arabie Saoudite (53 milliards), le Pakistan et le Qatar (14 milliards chacun).

Ainsi la moitié des exportations françaises d'armement, à travers des contrats reconnus par le ministère de la Défense,

sont allées à des pays islamistes.

Aujourd'hui, pour les dirigeants américains, les alliés d'hier sont devenus des hommes à abattre. Le peuple afghan, qui a subi le régime des Taliban, subit les bombardements américains. Mais pour les marchands d'armes, tout va bien, merci. Ils ont fait des affaires avec eux-là, ils en feront avec les suivants.

Vincent GELAS

Le Nobel de la paix... impérialiste

Le prix Nobel de la paix de cette année vient d'être décerné au secrétaire général de l'ONU, Koffi Annan. Quelques associations ont bien fait remarquer qu'il n'avait guère œuvré pour la paix au Rwanda, en retirant les casques bleus à la veille du génocide, et en Bosnie, en laissant massacrer 7 000 civils à Srebrenica. C'était en 1994 et 1995, quand il n'était encore que secrétaire général adjoint chargé des opérations de maintien de la paix.

Mais c'est précisément de cette paix-là qu'il s'agit : la paix de l'ONU, la paix des cimetières et des charniers, la paix impérialiste.

Il suffit d'ailleurs de parcourir la liste des lauréats du prix Nobel de la paix pour comprendre que, au cours des cent ans écoulés depuis la mise en place des prix Nobel, il n'a jamais été question d'une autre paix que celle-là. Dans cette liste Koffi Annan a été précédé par Kissinger en 1973, après un million de morts vietnamiens, au secrétaire de l'ONU Hammarskjöld en 1961, une fois Mobutu installé au pouvoir au Zaïre et Lumumba liquidé, au président américain Wilson au sortir de la guerre de 1914, au général Marshall en 1953, à des massacreurs d'Africains comme de Klerk ou de Palestiniens comme Begin, Peres ou Rabin.

A en croire ses biographes, c'est par pacifisme qu'Alfred Nobel aurait mis au point des explosifs et des moyens d'extermination de plus en plus efficaces. Il aurait rêvé de découvrir une substance ou une machine dont les effets seraient si destructeurs que la guerre en deviendrait impossible. Les lauréats du Prix Nobel de la paix sont souvent des pacifistes de la même école.

V.G.

Argentine

Élections

VICTOIRE DES PÉRONISTES ET SUCCÈS DE L'EXTRÊME GAUCHE

Le dimanche 14 octobre, on renouvelait une partie des sénateurs et des députés argentins. Le gouvernement de l'Alliance, qui réunit le Parti Radical du président Fernando De la Rúa et le Frepaso (Front pour un pays solidaire, une formation de centre-gauche) est le grand perdant de cette consultation.

L'ARGENTINE DANS LA CRISE

Quelques semaines avant l'élection, le 20 septembre dernier, le ministre argentin de l'Economie, Domingo Cavallo, avait admis dans un programme d'une chaîne de télévision : « *Le pays est mal en point, la situation est très difficile. Les gens qui protestent ont des raisons de le faire, parce que cela va mal, il y a beaucoup de chômage, les revenus des familles sont gelés et leurs perspectives négatives* ». Venant de celui qui prétend tenir fermement les guides de l'économie, c'est un aveu de la profondeur de la crise.

La récession qui dure depuis trois ans en Argentine a conduit une fois de plus le pays au bord de la faillite financière. Elle a entraîné l'augmentation du chômage et plongé, en quelques mois, des centaines de milliers de personnes dans la misère. Des chômeurs organisent des marches de la faim, barrent les routes, s'affrontent avec la police et tentent de mettre sur pied un mouvement national de protestation. Conjointement ou parallèlement, les centrales syndicales protestent contre la baisse des salaires des employés de l'Etat et les attaques contre les pensions des retraités.

L'équipe gouvernementale, l'Alliance, que préside le président Fernando De la Rúa, a été

mise en difficulté dès son arrivée aux affaires par une affaire de corruption mettant en cause le Parti Radical, parti dirigeant de l'Alliance. Elle s'est conclue par la démission du vice-président Chaco Alvarez (principale figure publique du Frepaso), qui tenait ainsi à ménager son avenir personnel. L'ex-président de la République, le péroniste Carlos Menem, est en prison à la suite d'une affaire de ce genre. Cette corruption frappe tous les milieux dirigeants du pays.

Un endettement croissant

En moins de deux ans, le président De la Rúa en est à son troi-

sième ministre de l'Economie et à sept plans d'austérité. Même si les banquiers du Fonds Monétaire International (FMI) ont accepté de lui accorder une aide financière de près de 40 milliards de dollars et la conversion d'une partie de sa dette (30 millions de dollars), l'économie argentine reste au bord du gouffre.

Le parti péroniste, qui est retourné dans l'opposition en décembre 1999 après dix ans de règne, en est le principal vainqueur avec une moyenne de vote frisant les 40 %. Mais le fait le plus marquant, c'est que les partis d'extrême gauche, le PC et les groupes trotskystes, bien que dispersés sur plusieurs listes, obtiennent dans la capitale un total de voix autour de 20 % (les commentateurs locaux disent même 25 % car ils ajoutent les résultats du Parti Humaniste). Ce résultat reflète la dégradation de la situation pour les classes laborieuses, avec la montée du chômage et la chute accélérée dans la pauvreté d'une très grande partie des masses pauvres. Le parti péroniste doit une bonne partie de son résultat à l'opposition et aux capacités de mobilisation que conserve la bureaucratie syndicale de la CGT. Les dirigeants des deux CGT, qui parlaient ces jours-ci de se réunifier, ont multiplié les journées d'action contre le gouvernement de l'Alliance, tout en se gardant de faire converger les luttes des travailleurs argentins et celles des chômeurs.

Mais, si une large fraction de l'électorat populaire conserve des illusions dans le parti péroniste, il est encourageant qu'une partie des travailleurs aient donné leurs suffrages au PC et à l'extrême gauche, malgré leur dispersion.

Le gouvernement qui affronte depuis des mois une très grave crise économique va devoir composer avec un Parlement et un Sénat majoritairement péronistes. C'est son problème car, du point de vue des classes pauvres, la différence entre les uns et les autres n'est pas si grande. Le gouvernement De la Rúa n'a fait que poursuivre la politique d'austérité et de restrictions budgétaires du péroniste Menem. Comme lui, il entend surtout permettre aux classes riches de traverser sans dommage la crise actuelle.

Pour les travailleurs argentins, l'issue ne peut venir du bulletin de vote mais des luttes. Le vote de dimanche montre qu'un plus grand nombre d'électeurs se tournent vers l'extrême gauche, mais les 20 % à 25 % d'abstentions montrent aussi qu'une partie des classes pauvres sont désespérées par la plongée dans le chômage et la misère. D'ailleurs, les diri-

ou d'Asie. Mais l'endettement vertigineux impose autant de nouveaux sacrifices à la population laborieuse en aggravant des conditions d'existence qui, avant cette récession et cette nouvelle crise financière, étaient déjà très difficiles.

La paupérisation des masses populaires

Le taux de chômage est officiellement de 16,4 %. Mais si on prend en compte le nombre de personnes qui n'ont pas un emploi à temps plein (dans un pays où pour vivre correctement il faut souvent cumuler deux emplois), il faut doubler ce pourcentage pour avoir une idée de la dégradation des conditions de l'emploi. Et bien entendu, le chômage officiel est plus élevé encore dans une des régions très ouvrières du pays comme la province du Grand Buenos Aires, où se concentre le tiers de la population du pays. Là, quatre personnes sur dix n'ont pas un emploi permettant de vivre décemment. D'autre part, entre décembre 2000 et mai 2001, le nombre des pauvres est passé de 3,7 millions à 5,2 millions ; plus de 8 000 nouveaux indigents par jour. La moitié d'entre eux sont des jeunes de moins de 18 ans.

C'est ce qui nourrit la révolte des chômeurs qui a pris de l'ampleur depuis novembre dernier, avec les premiers barrages de

Le gouvernement a obtenu, en août, un nouveau prêt de 8 milliards de dollars sur la recommandation du FMI, bien obligé de soutenir une économie dont la faillite pourrait entraîner d'autres pays d'Amérique latine

Pas de tout-à-l'égout.
En hiver l'eau déborde partout.

LES PAYS PAUVRES, MALADES DU CAPITALISME

geants du mouvement des chômeurs, qui s'est beaucoup manifesté au cours de cette années notamment en barrant des routes, n'appelaient pas à voter pour l'extrême gauche mais plutôt à voter blanc ou à ne pas voter.

Face à la crise qui ravage l'Argentine, la classe ouvrière n'a pas d'autre choix que de chercher à opposer un front commun des travailleurs ayant encore un emploi avec ceux qui l'ont déjà perdu, ce dont les dirigeants des centrales syndicales ne veulent pas, mais ce dont les travailleurs ont absolument besoin pour faire payer la crise aux classes riches.

Jacques FONTENOY

Les résultats de l'extrême gauche

A Buenos Aires, l'ex-député du MAS (Movimiento Al Socialismo, Mouvement vers le Socialisme), Zamora, qui conduisait une liste intitulée

«Autodétermination et Liberté», est élu avec 10% des voix. S'il a rompu publiquement avec le trotskysme et amorcé une évolution imprévisible, il a certainement bénéficié de sa réputation personnelle d'ex-député non corrompu. Une autre membre de sa liste devrait être élu.

Izquierda Unida (Gauche Unie), qui regroupe le Parti Communiste et le groupe trotskyste dont Zamora était membre, le MST (Mouvement Socialiste des Travailleurs), obtient des résultats qui oscillent entre 3 et 6%. Patricia Walsh, fille d'un écrivain assassiné pendant la dictature, et surtout connue pour ses prises de position contre les lois d'amnistie des militaires, est élue. Dans la province de Buenos Aires, Juan Carlos Giordano (MST) est également élu.

La liste commune du Partido Obrero (Parti Ouvrier) avec le MAS et celle du PTS (Parti des Travailleurs pour le Socialisme), trois autres groupes trotskystes, n'ont pas d'élus mais se partagent une moyenne de 3 à 4%.

routes par des groupes de chômeurs, les *piqueteros*. Tout au long de l'été, les chômeurs ont multiplié les barrages routiers. On assiste aussi à des marches de la faim. Chômeurs et marcheurs ont reçu, outre le soutien de l'extrême gauche, celui de l'Eglise et l'appui de la CTA, celle des trois centrales syndicales qui organise principalement les enseignants et les travailleurs de l'Etat.

Devant ce mécontentement social, le gouvernement De la Rúa a oscillé entre la répression pure et simple, ce que lui demandait l'aile la plus réactionnaire du patronat, et des tentatives d'intimidation pour freiner le mouvement. Le gouvernement est d'autant plus hésitant que son allié, le Frepaso, préférerait une gestion en douceur du mouvement des chômeurs. De la Rúa est également contesté au sein de son propre parti.

Un gouvernement contesté

Mais les choix du gouvernement de réduire les dépenses entrent aussi en conflit avec les intérêts des gouverneurs des provinces. La majorité d'entre eux appartiennent à l'opposition péroniste. Depuis toujours, les gouverneurs péronistes entretiennent des relations de type clientéliste avec leur électoral. Ils ont donc vu d'un mauvais œil,

à la veille d'une nouvelle élection, d'apparaître comme des relais de l'austérité prônée par le gouvernement et qui frappe les classes pauvres et donc une partie de leurs électeurs. Alors que le gouvernement parle de rigueur budgétaire, refuse de dévaluer, le gouverneur péroniste de la province de Buenos Aires, à court d'argent pour payer les salaires des employés de la province, a lancé les *patacones*, des bons qui ressemblent à des billets et dont la valeur est exprimée en peso, valant un dollar.

Les traitements sont donc payés en partie en argent et pour le reste avec cette monnaie de perlimpinpin. Pour favoriser sa circulation qui rencontrerait au départ de la méfiance de la part des entreprises ou des commerçants, il a été convenu qu'il leur est possible de payer leurs impôts avec cette monnaie, qui s'étend maintenant dans le pays. Et ces bons – sorte de dévaluation déguisée – se sont répandus dans la moitié des 24 provinces du pays. Le succès des péronistes encouragera sans doute maintenant les gouverneurs à tenir encore moins compte des injonctions d'un gouvernement qui sort de l'élection encore plus affaibli. Pour le moment, la crise politique pourrait donc s'approfondir, en attendant peut-être qu'un gouvernement péroniste poursuive la politique menée aujourd'hui par De la Rúa.

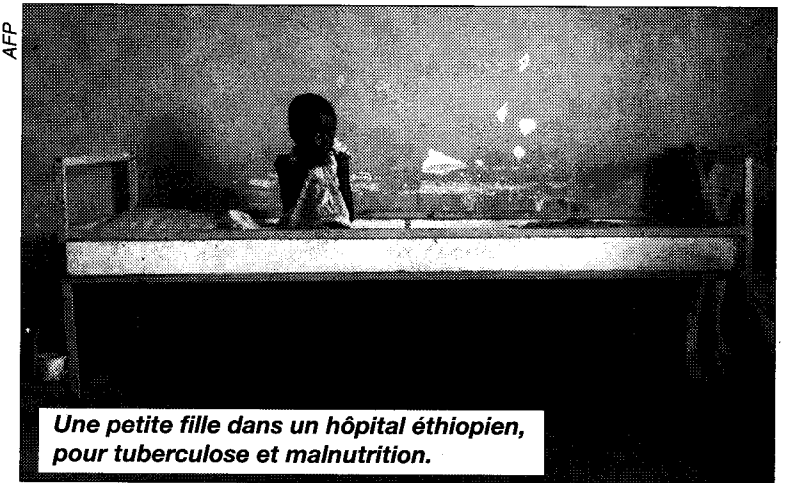
J.F.

Chaque année, plusieurs millions d'habitants des pays pauvres meurent, victimes de maladies que les progrès de la médecine et de la biologie devraient permettre de soigner. C'est ce que confirme une fois de plus une récente enquête de Médecins Sans Frontières.

Même quand des traitements existent, c'est-à-dire surtout dans le cas de maladies frappant également les pays développés, leur prix les rend de toute façon inaccessibles aux malades du Tiers Monde. C'est le cas des antirétroviraux pour le Sida, mais aussi par exemple des médicaments permettant de traiter une méningite ou une affection des voies respiratoires.

Mais pour les maladies touchant spécifiquement les pays pauvres, comme la maladie du sommeil ou la leishmaniose, il n'existe bien souvent aucun médicament véritablement efficace. Les trusts de la pharmacie s'en désintéressent totalement et ont abandonné quasiment toute recherche en la matière. Entre 1975 et 1999, seuls 13 médicaments sur les 1 393 qui ont été lancés concernent ces maladies tropicales. A l'heure actuelle, moins de dix programmes de recherche sont en cours à leur sujet dans le monde, les laboratoires préférant de beaucoup investir dans des recherches plus prometteuses en terme de rentabilité financière, comme le traitement de l'impuissance masculine ou du vieillissement.

Cela est d'autant plus scandaleux que les progrès considérables faits en biologie ces trente dernières années permettraient certainement de découvrir de nouveaux vaccins ou des traitements efficaces. Mais c'est d'avant ces découvertes que datent presque



Une petite fille dans un hôpital éthiopien, pour tuberculose et malnutrition.

tous les produits utilisés contre ces maladies, qui ont en fait été commercialisés à l'époque coloniale. Cela n'est paradoxal qu'en apparence. Il y avait alors sous les tropiques des millions d'Européens pouvant payer, colons et officiers des armées d'occupation.

Aujourd'hui, il existe des découvertes théoriques qui d'après les chercheurs pourraient permettre de trouver rapidement de nouveaux médicaments contre la maladie du sommeil ou la leishmaniose, cette affection détruisant les muqueuses respiratoires qui touche 400 000 personnes en Afrique, en Asie ou en Amérique du Sud. Elles ne sont exploitées par aucun laboratoire. Il n'y a encore aucun médicament contre des infections à l'issue fatale, comme la maladie de Chagas par laquelle sont contaminées 18 millions de personnes dans toute l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud. Rien n'est programmé pour qu'un jour on puisse les guérir. Et contre d'autres maladies, les médicaments découverts à l'époque coloniale sont devenus en grande partie inopérants, suite à l'apparition de souches résistantes que l'on reste incapable de combattre, faute d'un travail de recherche élémentaire.

On voit même certains trusts

arrêter la production des quelques nouveaux médicaments produits, faute de rentabilité. C'est ce qui s'est passé pour la maladie du sommeil. Le seul traitement aujourd'hui disponible, le mélasoprol, date de 1949. Outre qu'il n'est pas toujours efficace, c'est un dérivé de l'arsenic dont les effets secondaires sont redoutables et s'apparentent à un empoisonnement de l'organisme. La production d'un traitement plus récent, sûr et efficace, l'eflornithine, a été arrêtée en 1995, faute de rentabilité.

C'est ainsi que chaque année, en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud, des millions d'hommes de femmes et d'enfants meurent de maladies qui devraient avoir été éradiquées depuis longtemps. Victimes du paludisme, de la maladie du sommeil, de la leishmaniose ou de la maladie de Chagas, mais victimes surtout de l'organisation capitaliste de la société. Car c'est elle qui fait que les habitants des pays les plus pauvres sont complètement abandonnés à eux-mêmes, trop démunis pour payer les médicaments à un prix qui rapporterait suffisamment aux actionnaires des trusts pharmaceutiques.

Daniel MESCLA

Lutte de classe

n° 60 – octobre 2001 vient de paraître

AU SOMMAIRE :

- Les États-Unis prétendent riposter aux terroristes, mais c'est contre les peuples qu'ils préparent des représailles
- France
Jospin : un bilan peu propice à rallier l'adhésion populaire
- Italie
La gauche et les manifestations de Gênes
- Grande-Bretagne
La classe ouvrière face à la crise du logement, de Thatcher à Blair
- Côte-d'Ivoire
Après un an de pouvoir du «socialiste» Gbagbo
- Tribune de la minorité
ATTAC, soluble dans la gauche plurielle

Union Communiste Internationaliste (trotskyste)

édité par LUTTE OUVRIÈRE

N° 60 octobre 2001

10 FRANCS

Lannion (Côtes-d'Armor)

NON AUX LICENCIEMENTS DANS LES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET L'OPTRONIQUE !

Samedi 13 octobre, une nouvelle manifestation regroupant entre 3 et 4 000 personnes s'est déroulée dans les rues de Lannion pour protester à nouveau contre les suppressions d'emplois annoncées dans les entreprises de télécommunication et de l'optronique (fibres optiques) de la région. Plus de 1 000 emplois sont aujourd'hui menacés et la liste des entreprises touchées s'allonge presque chaque semaine.

Cette manifestation, appelée par l'ensemble des syndicats, a regroupé plus de monde que les défilés précédents des 21 août et 13 septembre. Il faut dire qu'aux 500 licenciements annoncés au début de l'été chez Highwave, aux 104 chez Lucent, à la suspension de 200 contrats intérimaires chez Alcatel-Optronique, se sont ajoutés d'autres plans de suppressions d'emplois, notamment dans les entreprises sous-traitantes de ce secteur. L'entreprise Pcci de Perros-Guirec est la dernière en date. Elle a été mise, début octobre, en règlement judiciaire et 39 salariés sont aujourd'hui, eux aussi, menacés de perdre leur emploi.

Chez Highwave, cette start-up créée par deux anciens chercheurs du CNET en 1998, les échéances se rapprochent puisque les premiers licenciements sont prévus au 5 novembre. Les salariés de cette entreprise, dont beaucoup ont été embauchés l'an dernier, n'entendent pas être sacrifiés sur l'autel du profit et payer les frais de cette crise dont l'origine est en grande partie spéculative. Le 1^{er} octobre, l'usine de Trégastel, où 83 licenciements sont annoncés – dont 80% à la production – sur un effectif de 176, a été occupée pendant plus d'une semaine. Les salariés de cette entreprise revendiquent

évidemment de conserver leur emploi, mais à défaut, c'est 100 000 F d'indemnité de licenciement qu'ils réclament. La direction, qui a obtenu du tribunal de Guingamp leur expulsion, maintient les licenciements et ne leur propose que 7 700 F d'indemnité, à peine un mois de salaire.

Après leur expulsion de l'usine de Trégastel, les grévistes d'Highwave ont poursuivi diverses actions, notamment en direction des pouvoirs publics; le député maire socialiste de Lannion, mais aussi un conseiller de Jospin venu clôturer le congrès des sapeurs-pompiers à Saint-Brieuc le 6 octobre, ont dû s'expliquer avec les grévistes. Le conseiller de Jospin a déclaré que «pour éviter les licenciements, il fallait une réelle volonté de la direction». Autant dire que, comme celle-ci n'entend pas revenir sur les 500 licenciements annoncés, et que le gouvernement se refuse à faire pression de quelque façon que ce soit sur elle, il ne faut pas espérer de soutien de ce côté. Les travailleurs ne peuvent compter que sur leur propre détermination et leur capacité à trouver toujours plus de soutien parmi les autres travailleurs et la population de la région. C'est pourquoi ils ont cherché, durant la semaine qui a précédé la manifestation du 13, à populariser leur lutte.

Ouvrant la manifestation du 13 octobre aux cris d'«*Highwave, le mauvais rêve*», «*du travail, pas des illusions d'optique*», ou encore «*ni un, ni deux, zéro licenciement*», les salariés de cette entreprise ont montré qu'ils n'avaient pas l'intention de se laisser licencier sans réagir. D'ailleurs, sitôt la manifestation terminée, ils sont allés le faire savoir bruyamment devant les fenêtres d'un de leurs patrons, un certain Boj, qui vient d'acquiescer une somptueuse propriété dans le centre de la ville. La détermination des salariés d'Highwave est donc très forte, et les actions vont continuer dans les jours qui viennent.

Bata-Moussey (Moselle)

Après le dépôt de bilan

LE GROUPE BATA FAIT LE MORT...

Après le dépôt de bilan les travailleurs de Bata restent mobilisés. A l'appel de l'intersyndicale, le 28 septembre, à plus de 500, nous avons complètement bloqué les accès à la ville toute proche de Sarrebourg. Samedi 6 octobre, aux côtés de travailleurs de Flextronics dont l'usine ferme, et d'ouvriers de Trailor menacés de la suppression d'une soixantaine d'emplois, plusieurs dizaines d'entre nous ont manifesté à Lunéville tandis que d'autres bloquaient l'accès aux magasins Bata de Metz, Nancy et Strasbourg en faisant signer des pétitions de soutien au public nombreux et solidaire. Ce jour-là, les magasins Bata ont fait une recette nulle.

Mercredi 10 octobre, nous étions 300 à manifester à Metz lors de la réunion de la chambre commerciale du tribunal. Les avocats des syndicats y ont exigé qu'un expert financier soit nommé pour démêler l'écheveau des sociétés Bata en France. En effet Bata a saucissonné ses activités mettant de côté les activités très rentables que sont le réseau de magasins et l'usine de Neuvic en Dordogne qui travaille pour l'administration. Les avocats de l'intersyndicale voudraient obtenir du tribunal la reconnaissance que la séparation des activités de Bata en diverses filiales est purement artificielle et que le groupe Bata est en fait fort rentable.

D'ailleurs, si la direction justifie la fermeture de l'usine d'Hellocourt située à Moussey en Moselle par un déficit cumulé de 250 millions de francs, le groupe Bata a provisionné l'an dernier 250 millions pour fermer l'usine !

Personne sur le carreau

Les avocats de l'intersyndicale revendiquent également qu'un deuxième administrateur judiciaire soit nommé, car celui qui officie aujourd'hui est tout dévoué aux intérêts de la famille Bata. Il s'est d'ailleurs fait copieusement conspuer par les



manifestants devant le palais de justice. Enfin, ils exigent que Bata tienne les promesses faites lors du dépôt de bilan il y a trois mois. En effet, depuis juillet, depuis que Bata a obtenu la fin de la grève, la levée du blocage de l'usine et que le dépôt de bilan est effectif, le groupe fait le mort que ce soit pour trouver des repreneurs pour l'usine, des reconversions ou un avenir aux 875 travailleurs.

La réponse du tribunal sera donnée le 17 octobre et c'est le 19 novembre prochain que les deux projets concurrents de reprise seront examinés par le tribunal de commerce. Mais outre qu'ils ne prévoient de maintenir, au mieux, que 350 emplois sur 875, ils n'inspirent pas confiance et pour cause : l'un des repreneurs n'est autre que le fossoyeur d'une usine appartenant au groupe de chaussures Bailly dans le Rhône.

Le gouvernement aide Bata à partir sans payer

Quant au gouvernement, il laisse faire et aide même la famille Bata à se dégager de ses responsabilités de la même manière qu'il a aidé le baron Seillière à se dégager d'AOM-Air Liberté. Pendant la grève de juin dernier, le ministre Pierret

avait déclaré avec force à l'Assemblée nationale, devant les caméras de télévision, que les agissements de Bata étaient «inacceptables». Mais rien n'a été fait pour faire pression sur le groupe, ne serait-ce que pour exiger qu'il restitue les 120 millions de francs d'aides publiques de toutes sortes dont il a bénéficié lors des 5 dernières années. Des millions qui seraient plus utiles dans la poche des salariés.

La seule chose «concrète» est la promesse de la nomination d'un «Monsieur Bata» dont le rôle sera de noyer le poisson et de faire oublier que Monsieur Bata existe déjà. Thomas Bata et sa famille pourront rester bien tranquilles dans leur tour d'ivoire à Toronto, d'où ils dirigent le premier groupe mondial de l'industrie de la chaussure.

L'exaspération se développe chez une partie du personnel. Bata a su nous exploiter pendant des dizaines d'années; alors il n'est pas question de les laisser nous mettre à la porte comme ça. Nous voulons des garanties réelles et de l'argent. Car pour l'instant, la seule perspective pour 500 d'entre nous et peut-être pour tous, c'est de nous retrouver à l'ANPE avec le minimum: moins de 45 000 francs d'indemnités pour 30 ans d'ancienneté.

Correspondant LO

Hôpitaux publics

Pour les hospitaliers, la journée interprofessionnelle du 16 octobre a pris place dans une série de manifestations et même de grèves contre le protocole Guigou-Kouchner sur les 35 heures. La semaine précédente, jeudi 11 octobre, une manifestation régionale parisienne avait rassemblé deux mille personnes avec des banderoles de plus de 25 hôpitaux différents.

Le lendemain, dans les hôpitaux en grève, les assemblées générales avaient reconduit la grève jusqu'après le 16 octobre. Pourtant, les dirigeants syndicaux apparaissent attentistes, peu empressés à

organiser une lutte d'ensemble susceptible de faire céder des dizaines de milliers d'embauches au gouvernement. Pour l'instant, une journée nationale est en discussion entre les fédérations syndicales pour jeudi 25 octobre. Localement, certains militants font tout ce qu'ils peuvent pour entraîner leurs collègues mais les manifestants et les grévistes les plus actifs commencent à s'essouffler faute d'être relayés dans l'ensemble des hôpitaux.

Le mardi 16 octobre a été une nouvelle occasion de se faire entendre. En effet, les 35h ne seront qu'un leurre dans la plupart des services hospitaliers où déjà, faute d'effectifs, on nous refuse de

prendre des jours de repos compensateurs de jours fériés et des jours de congés annuels. Si les moyens ne sont pas fournis à l'échelle du pays, par une embauche massive et immédiate, les négocia-

tions régionales et locales ne seront qu'un marché de pénurie où chaque établissement et chaque service essaiera de tirer la couverture trouée sur ses propres pieds. Dans ce contexte, le protocole de Guigou-

Kouchner signé par la CFDT trouvera surtout des applications locales défavorables aux travailleurs. La diversité des situations faites aux uns et aux autres ne facilitera pas une défense collective de nos intérêts pourtant communs. Car, à moyen terme, qui d'entre nous échappera à la pression de la flexibilité et de la rentabilité?

C'est pourquoi il est plus que jamais nécessaire d'organiser la lutte pour une embauche massive et immédiate dans toute la fonction publique hospitalière.

Correspondant LO

L'application des 35 heures LA VRAIE SOLUTION: L'EMBAUCHE

À Saint-Antoine on continue

Le jeudi 11 octobre à l'hôpital Saint-Antoine à Paris, on était encore 200 à partir à la manif. L'ambiance est toujours là: les banderoles fleurissent dans l'hôpital, le piquet est toujours en place et organise les actions: le réfectoire est fermé et lundi

15 octobre des sandwiches, prévus pour les médecins, ont été vendus pour le franc symbolique par le piquet de grève, au personnel.

Aux AG quotidiennes, une petite centaine vient aux nouvelles et informe de ce qui se

passé dans les services...

Des surveillantes retors continuent à faire pression sur le personnel contre la grève, mais cela met les agents en colère... et n'entame pas le moral!

Correspondant LO

La Poste Lyon

Dans le Rhône, la distribution de la publicité est en partie assurée par trois centres de La Poste, dont deux sont actuellement en grève: celui de Champagne-au-Mont-d'Or et celui de Grigny. La grève a commencé le 24 septembre à Champagne, rejointe le 1^{er} octobre par les employés de Grigny.

La principale revendication porte sur la transformation des contrats CDD en CDI, ce qui leur avait été promis à l'embauche. D'autant que sur 34 CDD des deux centres, 11 arrivent à échéance d'ici la fin décembre.

Pour le moment, la direction de La Poste se contente de proposer de prolonger ces CDD de six mois, ce qui est souvent illégal puisque plusieurs de ces contrats arrivent au maximum autorisé de 18 mois. Cette première revendication est essentielle, car leur statut précaire est un obstacle pour mener une vie normale, ne serait-ce que pour pouvoir louer un appartement.

La deuxième revendication qui leur tient à cœur est d'obtenir, comme dans la région parisienne, une prime qui leur permette de compenser en partie leurs frais de voiture. Car pour distribuer la publicité dans les boîtes aux lettres, La Poste exige qu'ils aient un véhicule personnel dont ils doivent payer l'essence, les parkings et bien sûr l'entretien. Or

la majorité d'entre eux est en contrat à temps partiel imposé de 20 ou 25 heures par semaine. La Poste ne leur propose même pas un véhicule de remplacement quand le leur est en panne. Quand la voiture rend l'âme, on perd son travail... Et avec des revenus de 3 500 à 5 000 F mensuels il n'y a pas de quoi avoir une automobile de luxe...

Face à ces revendications, la direction n'a su proposer aux grévistes que la mise en place de panneaux syndicaux et... une parka! Son arrogance et son mépris sont sans bornes: elle dit ouvertement aux grévistes, et à plusieurs reprises, qu'il n'y a pas besoin d'être intelligent pour faire ce travail.

Aujourd'hui, ces employés de La Poste entament leur quatrième

semaine de grève. Et même si la grève n'est plus majoritaire à Champagne, la détermination est intacte. De toute façon, les grévistes sentent qu'ils n'ont plus rien à perdre. Pour eux, le choix c'est perdre leur emploi dans quelques semaines, ou se battre pour le pérenniser. Dans ces conditions, il n'y a pas de quoi hésiter bien longtemps.

Bien sûr, La Poste ne se gêne pas pour les menacer de supprimer leurs emplois en prétendant envisager de se désinvestir de la publicité. Mais les grévistes n'y croient guère et ils se disent que, quoi qu'il arrive, même s'ils ne travaillent plus pour La Poste, leur grève servira pour leurs successeurs.

Correspondant LO

DISTRIBUTEURS DE PUBLICITÉ EN GRÈVE

Nos lecteurs écrivent:

PRÉCARITÉ À LA POSTE

J'ai été amenée à travailler comme manutentionnaire trieur, en tant que contractuelle, à La Poste, au centre de tri du boulevard Brune à Paris. J'ai été indignée des conditions de travail et je tiens à en témoigner.

Dès le premier jour, nous sommes mis dans «l'ambiance»: le seul mot durant la visite est «rentabilité». Rapidement, nous comprenons de quoi il s'agit: interdiction de parler, interdiction de s'asseoir alors qu'il y a des sièges adaptés au tri du courrier, contrôle par les chefs du tri dans les casiers et de la rapidité d'exécution. Nous sommes informés que toute absence injustifiée entraîne une retenue sur salaire ainsi qu'une procédure disciplinaire.

S'agissant des contrats à temps partiel, presque tous les jours il nous est demandé de faire des heures complémentaires payées en heures normales. Ainsi, certains peuvent travailler dix heures avec seulement un quart d'heure de pause. Le refus constitue un motif de licenciement prévu au contrat que nous signons. Dans le même temps, même pour cinq minutes de retard, notre nom est noté, avec la menace de retrait sur salaire. La hiérarchie se sert de la précarité de notre situation pour nous faire accepter ces conditions de travail en maniant la menace de la rupture de contrat ou de son non-renouvellement. Tout cela entretient une atmosphère de crainte.

Bref, La Poste, service public, n'a rien à envier à certaines entreprises du privé quant aux conditions de travail.

Une étudiante

Citroën Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)

SEPT INTÉRIMAIRES FONT VALOIR LEURS DROITS

Un jugement du tribunal de Bobigny vient de donner raison aux sept intérimaires qui avaient porté plainte avant l'été 2001 contre la direction de l'usine Citroën à Aulnay-sous-Bois. Mis en fin de mission, après plus de 18 mois de présence continue et beaucoup plus de trois contrats consécutifs, ils s'estimaient être de fait, comme le prévoit la loi, en contrat à durée indéterminée, et donc illé-

galement licenciés.

Les juges du tribunal des Prud'hommes ont estimé que la direction ne pouvait pas les considérer comme des intérimaires et qu'elle devait donc «requalifier» leurs contrats en contrats à durée indéterminée. De ce fait, elle leur doit les indemnités pour licenciement abusif, le jugement restant en partage en ce qui concerne les dommages et intérêts.

Ce jugement ne permet pas

pour autant à ces jeunes travailleurs de retrouver leur emploi dans l'usine. La loi ne va pas jusqu'à exiger leur réintégration. Néanmoins, c'est un désaveu pour Citroën et un encouragement pour tous les autres intérimaires qui en ce moment sont mis à la porte ou menacés de l'être par centaines. Le syndicat CGT de l'usine estime que près de 400 intérimaires sont concernés. Ce désaveu encourage aussi l'ensemble des

travailleurs de l'usine: la précarité plus grande des 1 500 intérimaires sur un effectif total de 6 800 personnes sert la direction pour tenter de faire accepter des conditions de travail plus dures, par exemple le travail de nuit ou des charges plus élevées. Il est évident pour tous que, pour sortir la production, il faudrait tous les bras et des postes supplémentaires.

Correspondant LO

Banque de France Clermont-Ferrand

6^e SEMAINE DE GRÈVE

DES OUVRIERS-IMPRIMEURS

À Chamalières, en banlieue clermontoise, 1 100 personnes travaillent à la Banque de France, dont une centaine comme rotativistes. Celles-ci sont en grève complète depuis un mois et demi, pour protester contre les nouveaux horaires que la direction cherche à leur imposer.

La fabrication des milliards de billets d'euros pour approvisionner les banques, les centres commerciaux, etc. s'achève. Sous prétexte de la concurrence des autres banques européennes, la Banque de France a supprimé des centaines d'emplois – dont encore 500 au cours d'une récente vague. Tout en modifiant plusieurs fois le système de fabrication des billets, par des machines coûteuses et qui ont été abandonnées. Tout cela pour faire-tomber le prix de revient du billet à 50 centimes, au lieu de 80, et avoir ainsi le maximum de commandes au niveau européen.

Et bien sûr, les conditions de travail ont été aggravées. La direction a voulu faire passer les horaires en continu, avec des équipes en 3 x 8, sept jours sur

sept, et toutes les nuits comprises.

Elle a cherché à imposer cela à tout le personnel, quels que soient les services.

Mais elle a dû y renoncer, sauf pour les imprimeurs-rotativistes. Or, ceux-ci ne se laissent pas faire. Depuis des mois, ils ont protesté, fait des débrayages, et ils se sont mis en grève complète depuis début septembre.

Devant leur colère et leur détermination, la direction a quelque peu reculé et parle maintenant de faire fonctionner les rotatives 24 heures sur 24, mais seulement sur quatre jours.

Les ouvriers considèrent que ce n'est toujours pas satisfaisant et demandent un horaire moins lourd, plus souple, réparti sur cinq jours.

En réponse, on leur propose une augmentation de la prise de nuit et une journée de RTT supplémentaire. Ça ne fait toujours pas leur affaire. Ils se retrouvent en assemblée générale un jour sur deux, dans leur atelier, et votent très majoritairement la reconduction de leur grève à 80-85 %.

Le reste du personnel n'est pas en grève, mais il montre sa sympathie active par un soutien financier non négligeable car leurs camarades en grève ont déjà eu des retenues de salaire.

Mais surtout, d'autres services sont touchés à leur tour par la grève : les coupeuses n'ont plus de billets à couper : ceux qui les compte n'ont plus rien à compter non plus ! De même encore, à l'usine de Vic-le-Comte, à une vingtaine de kilomètres de Clermont-Ferrand, où l'on fabrique la pâte à papier, les machines sont arrêtées.

Les dirigeants de la Banque de France prétendent que cette grève ne sert à rien, puisque l'euro est sorti. Mais ils sont obligés de faire appel aux quotas de réserve de billets des pays européens, et il y a même des rumeurs concernant un éventuel appel à de la sous-traitance.

Maintenant, les discussions syndicats-direction se tiennent à Paris, au plus haut niveau. Autant de signes qui encouragent les grévistes à tenir bon.

Philips – Le Mans

MOBILISATION CONTRE LES LICENCIEMENTS

Depuis une quinzaine de jours, un bon nombre des travailleurs de Philips sont mobilisés contre les conditions dans lesquelles Philips compte se débarrasser d'eux.

Après l'annonce en juin dernier de la suppression de 1 142 emplois sur le site du Mans qui compte encore 2 300 travailleurs, la direction n'avait encore rien annoncé quant au plan social qu'elle prévoyait. La seule chose que la direction avait mise en place était une « cellule de reclassement » censée aider les travailleurs à trouver un autre emploi. Dernièrement, la direction a eu le cynisme de proposer une prime de 50 000 F à ceux qui partiraient en ayant trouvé un emploi en CDI avant le 31 octobre, de 30 000 F avant le 1^{er} décembre et de 15 000 F avant le 1^{er} janvier. Philips essaie de se débarrasser au moindre coût des travailleurs qu'il a exploités pendant des années.

Après cette annonce, beaucoup sont passés de la résignation à la colère. Les organisations syndicales ont du coup emboîté le pas. L'équipe de nuit s'est arrêtée de travailler spontanément, le 3 octobre. A la prise d'équipe du matin, personne n'a repris le travail et dans la matinée, les travailleurs sont allés bloquer la circulation dans Le Mans. L'équipe d'après-midi fit de même. Et depuis, chaque jour, à l'appel des syndicats, de 500 à 1 000 travailleurs de Philips manifestent ou bloquent des endroits à forte circulation.

Pour essayer de démobiliser les travailleurs, la direction a annoncé la mise en chômage technique pen-

dant trois semaines de tout un secteur de production de l'usine qui emploie 1 100 personnes. Mais contrairement à juin dernier – où chacun s'était retrouvé chez soi – les travailleurs en chômage technique se sont dits qu'ils pouvaient manifester à plein temps puisqu'ils ne travaillaient pas. Et depuis, les Philips continuent de manifester.

Vendredi 12 octobre, cinq cars sont allés à Suresnes, au siège social de Philips France pour accompagner (en enfonçant un peu les grilles) les syndicats aux négociations. Lors de cette rencontre, la direction a une fois de plus montré son mépris en proposant 60 000 F pour tous ceux qui accepteraient un « licenciement volontaire ». Et d'oser ajouter qu'avec cette somme et un minimum de 40 000 F de prime de licenciement et de préavis, personne ne partirait avec moins de 100 000 F. Cela ne semble pas satisfaire grand-monde, à juste titre. L'idée qui semble se développer serait plutôt « pas de départ à moins de 270 000 F », ce qui représente la valeur par salarié des bénéfices du groupe Philips de l'année 2000. Un juste dû. Et cela en remontant uniquement sur une année !

En attendant le CCE de vendredi 19 octobre, dans lequel la direction devrait présenter l'ensemble de son plan social, les travailleurs restent mobilisés : des piquets de grève veillent aux entrées de l'usine pour éviter que la direction ne déménage des machines pendant le chômage technique.

Moulinex – Caen

LA LUTTE SE POURSUIT

La mobilisation s'est poursuivie à Moulinex à Cormelles-le-Royal (banlieue de Caen). Même si moins d'actions ont été prévues, c'est une centaine de travailleurs de l'usine qui se sont rassemblés samedi matin 13 octobre, pour la journée « portes ouvertes » destinée aux élus du département. Des élus de Caen, de Cormelles et des communes alentour ont pu visiter l'entreprise. Cela a été l'occasion d'insister sur l'aberration de patrons qui modernisent toute une partie de l'usine, pour finir par vouloir la fermer ! Ainsi, il y a même une ligne de production pour un type de four micro-ondes pas encore mis en vente.

Mardi 16 octobre, une grande manifestation a parcouru le centre-ville de Caen, à l'occasion de la journée d'action nationale interprofessionnelle. Les Moulinex se sont joints au cortège, et en constituaient la plus grosse délégation. Avec les cortèges des cheminots et des agents hospitaliers, il y avait aussi d'autres entreprises de la région qui viennent d'annoncer des plans de licenciements ou qui menacent de le faire : Isoroy (Saint-Pierre-sur-Dives), Eurosel (Dives-sur-Mer), les biscuiteries Jeannette (banlieue de Caen), Guy Degresne (Vire), et bien d'autres. Les Moulinex, en cortège

dynamique, ont envahi les halls de la Banque de France puis du Conseil général au passage de la manifestation.

À l'heure où nous écrivons, nous ne connaissons pas la décision du tribunal de Nanterre sur l'avenir du groupe Moulinex. Il est censé entendre les différents candidats à la reprise, le 16 octobre, et faire connaître sa décision d'ici le 18. Les différentes communications laissent peu d'espoir pour le site de Cormelles et maintiennent l'ensemble du groupe dans l'incertitude. Mais nombreux sont ceux qui ne baissent pas les bras, et les usines continuent d'être gardées, ou occupées comme à Falaise.

Creil (Oise)

LOCATAIRES EN COLÈRE AU CONSEIL MUNICIPAL

Jeudi 11 octobre, à l'appel de Lutte Ouvrière 90 locataires, se rassemblaient devant la mairie de Creil et, clairon en tête, allaient investir le conseil municipal pendant plus d'une heure, jusqu'à ce que le maire s'engage à rouvrir les négociations sur les hausses de loyers.

En effet, depuis le mois de juin, l'office HLM, Oise Habitat, a augmenté les loyers de 386 locataires de 25 à 30 %, suite aux réhabilitations opérées. Cela représente 350 à 400 francs par mois pour la majeure partie des foyers concernés. Ces hausses sont d'autant plus scandaleuses qu'elles se font en violation de la loi qui

impute au propriétaire-bailleur la charge financière de la remise en état des immeubles et le gros entretien. Ce qui n'a jamais été fait sérieusement pendant des dizaines d'années.

La pétition lancée par Lutte Ouvrière à cette occasion, exigeant l'annulation de cette hausse scandaleuse, recueillit rapidement 240 signatures. A la suite de quoi, fin juin, trente locataires allèrent, à l'occasion d'une manifestation, interpellé le maire socialiste, Christian Grimbart, qui s'était alors déclaré choqué par de telles augmentations et avait proposé une réunion avec les dirigeants de l'office HLM. Mais

ceux-ci refusèrent toute véritable discussion.

La municipalité de Creil, conjointement aux responsables de Oise Habitat, pensait que les vacances allaient faire oublier un problème qui concernera au final plus de 20 % des habitants de la ville. Mais, à la rentrée de septembre, la mobilisation s'est maintenue et s'est étendue. Spontanément des locataires du quartier voisin, en cours de réhabilitation, non encore touchés par les hausses, ont fait à leur tour circuler une pétition demandant qu'il n'y ait aucune hausse de loyer à l'avenir, qui recueillit 150 signatures. Rendez-vous fut pris

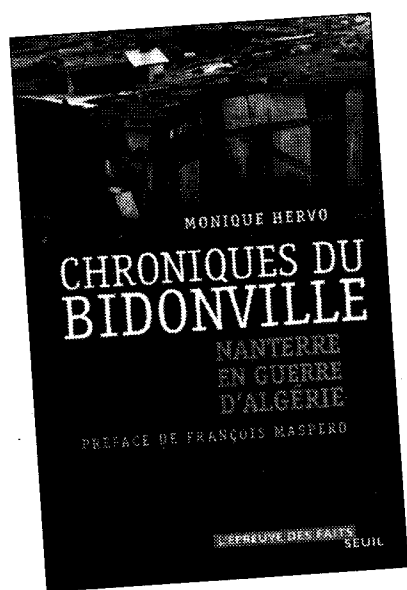
le 11 octobre pour aller chercher la réponse au conseil municipal.

Ce jour-là, face au nombre et à la détermination des manifestants, le maire accepta une discussion publique avec le conseil municipal. Ce fut l'occasion de dénoncer les pratiques de Oise Habitat, couvertes par la mairie. Le maire fit mine de découvrir les problèmes, la droite appuyait les locataires de Creil, en oubliant qu'elle conduisait une politique similaire dans la ville voisine de Nogent. Quant au PCF, il proposa une commission extra-municipale, sans se prononcer véritablement sur le fond.

Les manifestants mirent le maire en demeure de rouvrir les

négociations, en faisant fournir par Oise Habitat les factures détaillées des travaux. Le maire déclara un peu dépité : « Il faut bien trouver une solution car on ne peut voir débouler tous les quartiers les uns après les autres ». Une des locataires présentes ayant déclaré : « On ne bouge pas tant qu'on n'a pas la date et l'heure de la réunion », celle-ci fut finalement fixée au 18 octobre.

Certes, entre discuter et aboutir au respect des droits des locataires il y a un grand pas. Mais cette prise de parole en direct a redonné confiance à tous.



Au moment où l'on manifeste pour commémorer le massacre perpétré le 17 octobre 1961 dans les rues de Paris par la police du préfet Papon, prétendant imposer le couvre-feu à 20 heures à toute la population algérienne, il faut lire ce témoignage qui est en même temps une dénonciation.

Ce livre est un témoignage sur le bidonville de Nanterre de 1959 à 1962. Pendant ces années de la guerre d'Algérie, l'auteur partagea en effet la vie de la communauté algérienne qui s'entassait dans ce bidonville. De façon plus générale, elle témoigne de la condition des travailleurs immigrés maghrébins, algériens mais aussi marocains, auxquels le gouvernement et le patronat français firent appel pour les besoins de la reconstruction et de l'industrie

CHRONIQUES DU BIDONVILLE

Nanterre en guerre d'Algérie

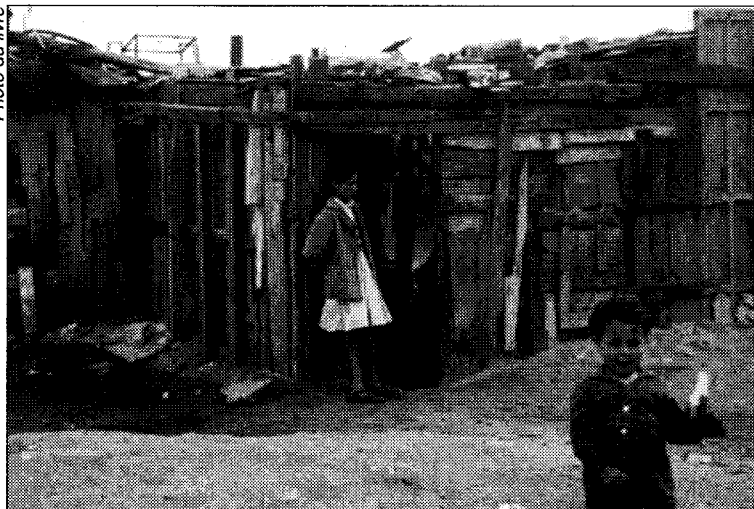
de Monique Hervo

au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Pour accueillir ces travailleurs, absolument rien n'était prévu en France où sévissait une grave crise du logement, que subissait l'ensemble de la classe ouvrière. A partir du début des années cinquante, des bidonvilles se constituèrent dans la région parisienne mais aussi à Lyon et dans d'autres grandes villes du pays. En 1960, pour la seule région parisienne, près de 47 000 personnes s'entassaient dans différents bidonvilles, dont celui de Nanterre, l'un des plus importants. En 1973 encore, les services du ministère de l'Intérieur recensaient quelque 400 000 personnes en France habitant – mais c'est un trop grand mot – dans ces amas de fortune, construits en tôle, carton, bois, sans eau, sans électricité, sans égout, dans la boue l'hiver et dans la poussière durant les mois secs, et cela aux portes des grandes villes et de la capitale en particulier.

Monique Hervo, qui était alors militante de l'une des premières organisations humanitaires « non gouvernementales », ne fait pas que décrire l'état dans lequel les familles, ouvrières pour la plupart, du bidonville s'efforçaient de vivre à peu près normalement. Elle raconte ce que fut la guerre d'Algérie pour ces hommes, ces femmes, les enfants,

Photo du livre



les vieillards. Au dénuement total, s'ajoutèrent alors la répression policière, les rafles, les tabassages, les arrestations, les disparitions. Elle a vécu l'intervention des CRS qui entraient en force dans le bidonville à la recherche des militants du FLN, rasaient les baraques, brutalisaient les habitants, emmenaient les hommes, les laissaient pour morts. Certains ne revenaient jamais de leur arrestation et leur corps étaient retrouvés plus tard, n'importe où. Elle raconte également ce que fut la journée du 17 octobre 1961, les débuts de la manifestation vers La Défense et les fusillades de la police.

Toute l'horreur des conditions

de vie, le déchaînement de haine chez les policiers, lâchés contre la population des bidonvilles, sont inscrits dans ces pages, écrites de façon simple et directe. La guerre que l'impérialisme français menait en Algérie se prolongeait en France. La répression s'acharnait contre la communauté algérienne et ses militants indépendantistes.

Lucienne PLAIN

Chroniques du bidonville, Nanterre en guerre d'Algérie, préface de François Maspéro, de Monique Hervo, Editions Seuil, l'Epreuve des faits, 261 pages, 128 francs.

UNE DRÔLE DE JUSTICE

Les magistrats dans la guerre d'Algérie

de Sylvie Thénault

vernement du socialiste Guy Mollet.

La loi adoptée le 16 mars 1956 dota en effet ce gouvernement de pouvoirs spéciaux, immédiatement remis aux autorités militaires afin qu'elles puissent opérer en Algérie (mais aussi en France) comme elles l'entendaient. La mise en place des Tribunaux permanents des forces armées (TPFA) permit de prononcer à la chaîne des jugements sommaires, fermant les yeux sur les tortures, les internements arbitraires dans des conditions épouvantables, les disparitions, couvrant les exactions des militaires et condamnant à mort à l'issue de pseudo-procès. De ces condamnations à mort, un grand nombre furent exécutées jusqu'à la fin de la guerre. Sylvie Thénault énumère les décrets et autres dispositions destinées, au fil des ans, à renforcer le pouvoir de l'armée. Elle totalise les condamnations à mort décidées par une justice docile et les exécutions qui se comptèrent par centaines. Elle rappelle – parmi tant d'autres – celle de Fernand Iveton, en 1957, militant communiste pied-noir accusé d'avoir aidé les militants indépendantistes algériens du FLN, en précisant la responsabilité de François Mitterrand, qui fut ministre

de la Justice de février 1956 à juin 1957. Elle écrit : « Sa responsabilité en tant que membre du gouvernement – dont il ne démissionne pas – et plus encore, en tant que ministre de la Justice ne fait pas de doute. (...) Le désaccord de François Mitterrand avec les exécutions ne s'est pas exprimé à l'époque ; au contraire, en février 1957, il signa une décision pour accélérer l'examen des recours en grâce, dans le but de rapprocher les exécutions de la date de la condamnation à mort ».

Le livre dénonce également les détentions arbitraires en France et en Algérie, les tortures, les exécutions sommaires et les exactions avouées – mais pour ainsi dire jamais sanctionnées – des militaires et tout particulièrement des gradés et de leurs supérieurs, couverts sinon encouragés par les gouvernants, préfets et autres autorités civiles qui se sont succédé au pouvoir, de Guy Mollet à de Gaulle. Et l'auteur décortique ainsi tout ce que fut cette « drôle de justice », ce « rouage de l'État » pour contribuer aux basses œuvres de l'impérialisme français faisant la guerre à tout un peuple en lutte pour son indépendance.

Pourtant, dans sa conclusion,

Sylvie Thénault laisse entendre que la justice a changé et que tout ce qu'elle dénonce ne pourrait se reproduire aujourd'hui. Pour l'affirmer, elle s'appuie sur les évolutions qu'elle voit dans le monde de la magistrature, en particulier avec la création en 1968 du Syndicat de la magistrature, qui revendique une certaine liberté par rapport au pouvoir, et sur l'indépendance dont certains magistrats font preuve dans le traitement d'affaires récentes. C'est vrai tout au plus dans certains cas, même si la justice reste une justice de classe, ce que bien des jugements récents démontrent. Et surtout, dans une période de crise comme le fut celle de la guerre d'Algérie, on peut s'attendre à ce que la justice, partie intégrante de l'appareil d'État de la bourgeoisie tout comme l'armée et la police, s'efforce de remplir son rôle avec la même férocité contre tous ceux qui luttent contre l'oppression et la répression.

M.R.

Une drôle de Justice, de Sylvie Thénault, La Découverte, coll. L'Espace de l'histoire, 331 pages, 151 francs.

CHAOS

un film

de Coline Serreau

Ce sont des mondes en effet bien chaotiques que nous décrit Coline Serreau. Aussi bien le monde d'incompréhension et de mépris dans lequel vivent Hélène et Paul Vidal (Catherine Frot et Vincent Lindon), un couple de petits bourgeois qui ne communiquent plus depuis longtemps, que celui, abominable, de la prostitution, dans lequel est enfermée Malika (Rachida Brakni).

Mais quand ces deux mondes se rencontrent, par hasard, au milieu d'une rue dans laquelle Malika s'est fait violemment agresser, démarre une aventure inattendue, et une amitié improbable, qui va lier la jeune prostituée et la mère de famille méprisée et délaissée.

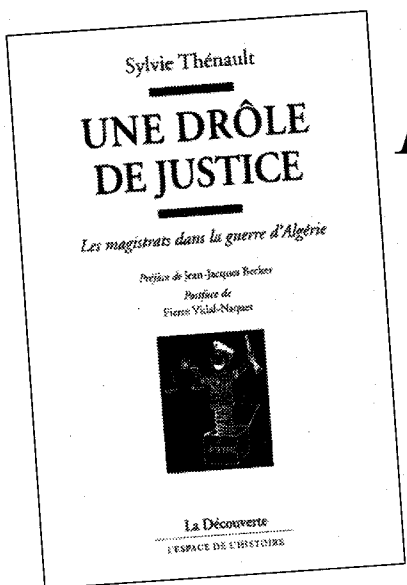
A travers Malika, à laquelle elle va se consacrer totalement, Hélène découvre la condition de nombreuses jeunes filles maghrébines, confrontées à la domination de leurs frères, de leur père, de leur mari imposé. Elle fait connaissance avec l'extrême violence des mafias qui contrôlent et exploitent les jeunes filles prostituées. Et elle décide d'assister jusqu'au bout cette jeune femme qui a en tête un plan bien précis pour arracher sa jeune sœur au carcan familial, et pour se venger de ceux qui ont exploité son corps.

Dans ce film féministe, Coline Serreau n'a pas abandonné pour autant le style comédie de *Trois hommes et un couffin* ou de *La Crise* : même si de nombreuses scènes sont émouvantes, le public rie aussi aux éclats, surtout aux dépens de Paul, le mari d'Hélène, PDG phallocrate et égocentrique, ou de leur fils, Fabrice, emberlificoté dans des problèmes qu'on appellerait de cœur si le cœur se trouvait juste en dessous de la ceinture. Quant à la lutte d'Hélène, au début seule face aux proxénètes venus des pays de l'Est... c'est une vraie bande dessinée...

Le film n'hésite pas à forcer le trait. Aussi bien la famille Vidal, dont les deux hommes, le père et le fils, semblent définitivement dépourvus de tout sentiment humain, que la famille de Malika, dont le père vend ses jeunes filles à de vieux barbons pour des mariages arrangés, appartiennent au monde de la caricature. Mais c'est pour mieux auréoler la révolte conjointe des femmes, Hélène et Malika – ainsi que Mamie, la mère d'Hélène, qui va participer au sauvetage – leur amitié, leur victoire contre la méchanceté et l'étroitesse humaine.

Coline Serreau veut que l'émotion, l'affection, les sentiments humains prennent le dessus, quand le conformisme social, l'enfermement, l'égoïsme sont si souvent triomphants. Et elle met du cœur à l'ouvrage.

Roger PÉRIER



« Dans les rapports opaques qu'ont entretenus, de 1954 à 1962, la justice et la guerre, le livre de Sylvie Thénault est le meilleur guide dont nous puissions disposer », estime l'historien Pierre Vidal-Naquet, dans la postface à cet ouvrage.

En tout cas, il s'agit là d'un livre réalisé à partir d'une thèse d'histoire sur le sujet, à la fois très documenté, très détaillé, ce qui ne facilite pas toujours la lecture, et très éloquent sur la façon dont l'ensemble des magistrats, à quelques exceptions près, ont été mis aux ordres des militaires français pendant toute la guerre d'Algérie. Et cela, grâce au gou-

Budget

PETITE PRIME POUR L'EMPLOI ET GROSSE PRIME POUR LES PATRONS

Dans son projet de budget, le gouvernement a fait grand bruit autour du doublement de la prime pour l'emploi en 2002. Et, les élections n'y étant pas pour rien, il prévoit un versement anticipé de la moitié de la prime en début d'année. Du coup la PPE, plutôt que Prime Pour l'Emploi pourrait signifier plus justement Prime Pour l'élection. Mais surtout, les quelques sommes versées dans les milieux populaires sont dérisoires comparativement aux cadeaux faits aux riches et aux patrons.

La prime pour l'emploi, bien modeste, ne concerne que les salariés à faible revenu et met de côté les chômeurs et les retraités, et a rapporté en moyenne 946 F à 8,1 millions de foyers. Le doublement de la PPE représente 7,2 milliards de francs. Parmi les autres mesures fiscales, les taux du barème de l'impôt sur le revenu vont à nouveau être abaissés en 2002. Les quatre

premiers taux baisseront de 0,75 point, tandis que les plus riches bénéficient de plus d'une baisse supplémentaire de 0,50 sur les deux dernières tranches. Coût : 13 milliards de francs. Dérisoires pour les faibles salaires, les économies d'impôts peuvent dépasser la dizaine de milliers de francs pour les plus riches.

Et puis, le patronat est directement bichonné par plusieurs mesures : la suppression progressive de la part salariale dans la taxe professionnelle représente 33,2 milliards de francs pour 2002. La diminution de l'impôt sur les sociétés coûte 5,3 milliards de francs (suppression progressive de la surtaxe Juppé). Le taux de l'impôt sur les sociétés pour les PME est baissé de 25 % à 15 %, soit encore 3,8 milliards de francs. Plus de 42 milliards de francs, qui iront directement dans la poche des patrons, six fois plus que la prime pour l'emploi.

Le gouvernement fait des choix révoltants en donnant de l'argent aux plus riches alors qu'il ne donne pas un centime aux plus pauvres et fait l'au-

même aux smicards. De plus, ce sont des choix économiquement ineptes. Une augmentation des revenus des classes populaires leur permettrait immédiatement de consommer davantage, d'acheter des produits aujourd'hui invendus. Mais donner de l'argent aux patrons, contrairement à l'argumentaire de Seillière et de Fabius, ne favorise en rien l'investissement et la production : ce n'est pas faute d'argent que les patrons n'investissent pas, ils en regorgent au contraire, mais faute d'estimer avoir des débouchés, et un marché « solvable » pour leurs marchandises. Alors ces milliards de francs supplémentaires distribués aux riches et aux patrons iront dans la spéculation, dans l'usure ou dans les produits de luxe, mais pas dans l'investissement productif.

Tous les cadeaux fiscaux faits à la bourgeoisie ne font qu'accentuer son parasitisme vis-à-vis de l'ensemble de la société et accentuent la crise et la misère pour le plus grand nombre.

Christian BERNAC

LES ASSUREURS ASSURENT... LEURS PROFITS

Depuis l'attentat du World Trade Center, « le plus gros sinistre de l'histoire de l'assurance », les assureurs se tournent vers l'Etat. Alors qu'il y a quelques mois encore les compagnies d'assurance prétendaient pouvoir assurer mieux que l'Etat des risques comme la santé ou la retraite, aujourd'hui elles demandent – et obtiennent – l'aide de la collectivité.

La raison invoquée, c'est bien sûr le coût du sinistre de New York, de 30 à 40 milliards de dollars. Dans la foulée, les assureurs ont annoncé des résiliations de contrats, des exclusions supplémentaires, des augmentations de franchises, des baisses de plafond de garanties. Ainsi, Axa vient d'annoncer qu'il ne voulait plus assurer la Coupe du monde 2002 ; la profession n'assurera plus le risque

terroriste ou l'atteinte aux données informatiques à partir de 2002 ; la couverture aux tiers des aéroports européens a été ramenée dans une fourchette de 5 à 50 millions de dollars contre 1 milliard auparavant. Quant aux assurances qui seront maintenues, elles coûteront de 25 à 300 % plus cher.

Ce n'est pas que les assureurs soient menacés de faillite ou qu'ils ne puissent faire face à leurs obligations : le sinistre de New York coûtera par exemple 500 millions de dollars à Axa qui annonçait 7 milliards d'euros (plus de 6 milliards de dollars) de plus-values au 30 juin pour l'ensemble du groupe. Les assureurs ne veulent tout simplement pas écorcher leurs profits. Et ils savent se faire entendre. Ainsi, les Etats se sont déjà substitués aux assureurs pour couvrir les aéroports

et les compagnies aériennes ; aux Etats-Unis, c'est l'Etat fédéral qui couvre dorénavant le terrorisme au-delà d'un certain montant ; la Communauté européenne songe à faire de même en créant un fonds qui assurerait directement le terrorisme ; sans oublier les déductions fiscales demandées, et obtenues, par Denis Kessler du syndicat patronal de l'assurance, grand pourfendeur de l'intervention de l'Etat dans l'économie.

Bref, l'Etat s'est bien vite laissé convaincre de mettre la main à la poche et d'accentuer son aide aux grands argentiers de l'assurance ; plus rapidement en tout cas que quand il s'agit d'indemniser des particuliers victimes d'inondations ou de l'explosion de l'usine AZF de Toulouse.

Sylvain ROCHE

Nos lecteurs écrivent

● Emploi-jeunes de l'Éducation nationale : NON AU CHÔMAGE AU BOUT DES CINQ ANS !

Plus de 250 000 emplois-jeunes ont été recrutés dans l'Éducation nationale d'après les chiffres du ministère. Les premiers, embauchés en 1997, voient leur contrat prendre fin en 2002. Pour ceux qui ne sont pas embauchés, ce sera le chômage assuré et le gouvernement n'a pas l'air de s'en soucier.

En juin 2001, a eu lieu un rassemblement d'emplois-jeunes de différents secteurs. A cette occasion, nous avons déjà pu constater que nos revendications sont communes : avoir la garantie d'un véritable emploi, un vrai salaire, des formations appropriées et une validation des acquis professionnels.

Dans l'Éducation nationale, les emplois-jeunes, appelés « aides-éducateurs » sont près de 75 000 à travailler dans les écoles et collèges. La rentrée de cette année fait monter la colère : l'échéance des fins de contrat approche et le gouvernement refuse toujours de nous embaucher en CDI alors que les

emplois se révèlent indispensables, vu le manque de personnel dans l'Éducation nationale comme d'ailleurs dans toute la fonction publique !

Le gouvernement s'est contenté de faire miroiter à certains la perspective d'un « concours de troisième voie » pour intégrer l'Éducation nationale, mais réservé à ceux qui ont bac + 2 et quatre ans d'ancienneté. Mais 58 % des emplois-jeunes n'ont que le bac. Alors, dès aujourd'hui, on nous propose des contrats bidon « d'hôtesse de caisse » ou « d'accueil » chez Picard, McDo ou EuroDisney, sinon nous irons pointer à l'ANPE. Voilà ce que nous propose le gouvernement après cinq ans d'emploi-jeune !

Voilà pourquoi nous avons fait grève le 27 septembre. Nous n'acceptons pas d'être les laissés-pour-compte.

Deux aides-éducatrices de Maisons-Alfort

● Vis-à-vis des pauvres, la Sécurité sociale est d'une rigueur absolue

Mon seul revenu actuel est le RMI, c'est-à-dire 2 609 francs par mois.

Je travaillais comme serveur de restaurant. Mais j'ai été gravement malade et, il y a cinq ans, on m'a retiré un demi-poumon. J'ai cinquante-trois ans. Depuis des années je ne peux plus travailler et je n'ai que le RMI. Avec cela je ne peux pas louer un logement. J'habite dans un accueil de nuit ; l'hiver on y entre à 16 h 30 et on en repart le lendemain matin à 7 h 30.

Je passe mes journées dans un café qui veut bien m'accepter et j'y mange un repas à midi. De temps en temps, je fais la manche à une sortie de métro. Je ne peux pas garder d'affaires, comme un bon pull par exemple, sauf ce que j'ai sur moi car je n'ai pas d'endroit où les enfermer et c'est volé pour être revendu aux puces.

A cause de mon opération, la Sécurité sociale accepte de payer trois mois en hiver en maison de repos. Mais cette année, j'y suis resté six mois.

Mais la Sécurité sociale veillait ! Elle m'a envoyé un courrier m'informant que, du coup je n'avais droit pour les mois de mars, avril et mai qu'à 1 305 francs au lieu des 2 609 du RMI qu'elle m'avait versés à tort. Je lui devais donc 1 305 francs, qu'elle a récupérés en retirant pendant trois mois 300 francs de mon RMI.

Il paraît que quand des entreprises ne versent pas leurs cotisations, la Sécurité sociale efface leur dette au bout de quelques années. En ce qui me concerne, elle n'a pas laissé traîner la « dette », et elle ne l'a pas effacée.

C.M. Marseille